
Rapport 2025 sur l'efficacité du FIDA concernant les thématiques transversales liées à l'environnement, au climat, au genre, à la nutrition, à la jeunesse et à l'inclusion sociale (RIME)

Cote du document: EC 2025/130/W.P.4

Point de l'ordre du jour: 5

Date: 8 août 2025

Distribution: Publique

Original: Anglais

POUR: EXAMEN

Documents de référence: FIDA12: Approfondir l'impact et renforcer la résilience grâce aux thématiques transversales ([IFAD12/2/R.3/Rev.2](#)); Rapport de la Consultation sur la Douzième reconstitution des ressources du FIDA ([GC 44/L.6/Rev.1](#)); Mesure contrôlable n°12 pour FIDA12.

Mesures à prendre: Le Comité de l'évaluation est invité à examiner le Rapport 2025 sur l'efficacité du FIDA concernant les thématiques transversales.

Questions techniques:

Pieterneel Boogaard

Directrice générale

Bureau de l'exécution technique

p.boogaard@ifad.org

Juan Carlos Mendoza Casadiegos

Directeur

Division environnement, climat, genre et inclusion sociale

courriel: juancarlos.mendoza@ifad.org

Rapport 2025 sur l'efficacité du FIDA concernant les thématiques transversales liées à l'environnement, au climat, au genre, à la nutrition, à la jeunesse et à l'inclusion sociale (RIME)

Cote du document: EB 2025/145/R.20

Point de l'ordre du jour: 6 c)

Date: 8 août 2025

Distribution: Publique

Original: Anglais

POUR: EXAMEN

Documents de référence: FIDA12: Approfondir l'impact et renforcer la résilience grâce aux thématiques transversales ([IFAD12/2/R.3/Rev.2](#)); Rapport de la Consultation sur la Douzième reconstitution des ressources du FIDA ([GC 44/L.6/Rev.1](#)); Mesure contrôlable n°12 pour FIDA12.

Mesures à prendre: Le Conseil d'administration est invité à examiner le Rapport 2025 sur l'efficacité du FIDA concernant les thématiques transversales liées à l'environnement, au climat, au genre, à la nutrition, à la jeunesse et à l'inclusion sociale.

Questions techniques:

Pieterneel Boogaard

Directrice générale

Bureau de l'exécution technique

p.boogaard@ifad.org

Juan Carlos Mendoza Casadiegos

Directeur

Division environnement, climat, genre et inclusion sociale

courriel: juancarlos.mendoza@ifad.org

Table des matières

I. Introduction	1
II. Prise en compte des thématiques transversales - performance globale	1
A. Performance par rapport aux cibles d'intégration des thématiques transversales dans les COSOP et les notes de stratégie par pays	2
B. Performance par rapport aux cibles d'intégration des thématiques transversales au stade de la conception des projets	2
C. Performance par rapport aux cibles d'intégration des thématiques transversales à l'achèvement des projets	5
D. Gestion du portefeuille et amélioration de la performance	10
III. Les prochaines étapes	11

Annexes

- I. Rapport de situation sur le Programme d'adaptation de l'agriculture paysanne
- II. Résumé des engagements pris au titre de FIDA12 concernant les thématiques transversales

Appendices

- I. Summary of key terms related to IFAD mainstreaming priorities
- II. In focus: Detailed review of IFAD's mainstreaming effectiveness
- III. Evidence-based products developed in 2024 related to mainstreaming themes

Résumé

1. Le Rapport 2025 sur l'efficacité du FIDA concernant les thématiques transversales (RIME) passe en revue les progrès accomplis pendant la Douzième reconstitution des ressources du FIDA (FIDA12) eu égard à l'intégration dans les stratégies et opérations du FIDA des thématiques transversales liées au climat, à l'environnement, au genre, à la jeunesse, la nutrition, aux peuples autochtones, à la biodiversité et à l'inclusion du handicap. On y trouvera aussi un rapport sur les trois phases du Programme d'adaptation de l'agriculture paysanne.
2. D'excellents résultats ont été obtenus en ce qui concerne la conception des projets, presque toutes les cibles relatives aux thématiques transversales ayant été atteintes ou dépassées, et ces thématiques ont été pleinement prises en compte dans toutes les stratégies de pays. S'agissant des indicateurs de base pertinents évalués pendant la mise en œuvre des projets, la performance reste conforme aux prévisions. Les notes attribuées pour les effets directs obtenus à l'achèvement des projets dans le domaine du développement demeurent excellentes en ce qui a trait à la gestion de l'environnement et des ressources naturelles, s'approchant du pourcentage cible (90%) pour FIDA12. En matière d'égalité femmes-hommes, les notes ont toutefois diminué par rapport à FIDA11.
3. Afin d'améliorer la performance, le FIDA a intensifié ses efforts au chapitre de l'appui technique, du renforcement des capacités, et des systèmes de suivi. La nouvelle Unité en charge de la fragilité et les partenariats élargis assurent la programmation dans des situations complexes, et le recours à des outils pilotes pour la formulation de solutions fondées sur la nature et aux technologies numériques facilitent le suivi des questions climatiques.
4. Afin de regrouper les comptes rendus des résultats des opérations du FIDA et de réduire les coûts, la direction propose d'intégrer le RIME dans le Rapport sur l'efficacité du FIDA en matière de développement (RIDE) à partir de FIDA13.

Rapport 2025 sur l'efficacité du FIDA concernant les thématiques transversales liées à l'environnement, au climat, au genre, à la nutrition, à la jeunesse et à l'inclusion sociale (RIME)

I. Introduction

1. Le FIDA reconnaît que, pour développer des systèmes agroalimentaires durables et inclusifs qui permettent de réduire la pauvreté, l'insécurité alimentaire et la malnutrition, et de renforcer la résilience dans les zones rurales, il convient de porter une attention toute particulière à l'environnement, à la biodiversité, aux changements climatiques, au genre, à la nutrition, à la jeunesse, aux peuples autochtones et à l'inclusion du handicap. Conformément aux engagements et cibles contractés à partir de la Onzième reconstitution des ressources du FIDA (FIDA11), le FIDA a adopté une approche systématique pour prendre en compte ces priorités dans l'ensemble de son portefeuille et, à partir de FIDA12, s'est engagé à rendre compte chaque année des engagements et des cibles correspondants dans le Rapport sur l'efficacité du FIDA concernant les thématiques transversales (RIME).
2. Afin d'intégrer les thématiques transversales dans les programmes d'options stratégiques pour les pays (COSOP), les notes de stratégie de pays et les projets d'investissement, le FIDA prend pour référence ses politiques, stratégies et plans d'action, par exemple la [politique concernant l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes](#) et le [plan d'action y relatif](#), la [Politique relative au ciblage de la pauvreté](#), la [Politique d'engagement du FIDA aux côtés des peuples autochtones](#), la [stratégie sur la biodiversité](#), la [Stratégie pour l'inclusion du handicap](#), le [Plan d'action pour la nutrition](#), le [Plan d'action pour les jeunes](#), et des outils opérationnels comme les [Procédures d'évaluation sociale, environnementale et climatique \(PESEC\)](#), le [manuel sur le financement de l'action climatique](#), le [cadre d'adaptation](#), et les notes pratiques sur les [enjeux nutritionnels](#), le [consentement préalable, libre et éclairé](#), le [Système de formation action pour l'égalité femmes hommes \(GALS\)](#), et la [jeunesse](#).
3. Le présent rapport examine les progrès accomplis dans l'atteinte des cibles relatives aux thématiques transversales que les États membres ont fixées lors des consultations sur la Douzième reconstitution des ressources (voir les définitions à l'Appendice I). Il comprend également le rapport annuel faisant le point sur le Programme d'adaptation de l'agriculture paysanne (ASAP). L'Appendice II analyse en profondeur chaque thématique.
4. Afin d'améliorer l'accès aux comptes rendus des opérations du FIDA et de réduire les coûts, la direction propose de réunir dans un seul document complet les comptes rendus des résultats opérationnels destinés aux organes directeurs à partir de FIDA13, en intégrant les principaux éléments intéressant le RIME dans le Rapport sur l'efficacité du FIDA en matière de développement (RIDE), qui est présenté chaque année aux sessions de septembre du Comité d'évaluation et du Conseil d'administration.

II. Prise en compte des thématiques transversales - performance globale

5. Le FIDA a atteint toutes les cibles prévues pour FIDA 12 quant à l'intégration des thématiques transversales dans les documents de projet, sauf en ce qui concerne la capacité d'adaptation. Les résultats inférieurs à la cible sur ce point s'expliquent par le fait que l'échantillon à l'examen englobe aussi le financement additionnel de projets issus de cycles de reconstitution antérieurs, et qu'inscrire à ce stade le

critère du renforcement de la capacité d'adaptation n'était possible qu'à la marge. Toutefois, 91% des nouveaux projets approuvés au titre de FIDA12 respectaient ce critère, alors que la cible était de 90%.

6. Les indicateurs de base associés aux thématiques transversales qui ont été analysés pendant la mise en œuvre restent sur la bonne voie. Les notes attribuées pour les effets directs obtenus à l'achèvement des projets dans le domaine du développement restent excellentes en ce qui concerne la gestion de l'environnement et des ressources naturelles et l'adaptation aux changements climatiques, s'approchant de la cible de 90% fixée pour FIDA12, tandis que les notes attribuées pour l'égalité femmes-hommes ont diminué par rapport à FIDA11.
7. Les critères apparaissent bien respectés au stade de la conception, mais il y aurait lieu, étant donné la tendance observée à l'achèvement, de mieux cerner les points d'achoppement pour trouver des solutions sur mesure utiles à l'exécution.

A. Performance par rapport aux cibles d'intégration des thématiques transversales dans les COSOP et les notes de stratégie par pays

8. Le FIDA a respecté son engagement de faire en sorte que 100% des COSOP et des notes de stratégie par pays comportent des analyses des dimensions égalité des sexes, jeunesse, environnement et climat, et nutrition dans une mesure adaptée au contexte national. Au cours de FIDA12, une attention plus soutenue a été portée aux peuples autochtones, aux personnes handicapées (dans 40% des nouveaux COSOP approuvés en 2024) et à la biodiversité.
9. En outre, tous les nouveaux COSOP et notes de stratégie de pays comprenaient des analyses des engagements et des priorités des pays bénéficiaires en matière de changements climatiques en rapport avec l'agriculture, y compris de leurs contributions déterminées au niveau national et de leurs plans d'adaptation. À la suite de l'essai réalisé avec certains COSOP en 2024, les stratégies et plans d'action nationaux sur la biodiversité seront analysés suivant une approche plus systématique dans le cadre de l'élaboration des COSOP.

B. Performance par rapport aux cibles d'intégration des thématiques transversales au stade de la conception des projets

10. Les cibles d'intégration des thématiques transversales au stade de la conception des projets pour FIDA12 ont été pour la plupart atteintes ou dépassées, sauf pour le renforcement des capacités d'adaptation (figure 1).

Figure 1
Performance par rapport aux cibles d'intégration des thématiques transversales dans la conception des projets (2022-2024)

Cibles fixées pour FIDA12 - conception		Fin 2022	Fin 2023	Fin 2024	Fin de FIDA12
	40% du programme de prêts et dons sont axés sur le financement de l'action climatique [en hausse par rapport à la cible fixée pour FIDA11 (25%)]	30%	42%	54%	49%
	90% du programme contribue à renforcer les capacités d'adaptation [nouauté de FIDA12]	69%	85%	90%	84%
	35% des projets nouvellement conçus sont considérés comme porteurs de transformations en matière de genre [en hausse par rapport à la cible fixée pour FIDA11 (25%)]	53%	53%	50%	51%
	60% des projets nouvellement conçus sont considérés comme tenant compte des enjeux nutritionnels [identique à FIDA11]	60%	67%	58%	60%
	60% des projets nouvellement conçus sont considérés comme tenant compte des jeunes [identique à FIDA11]	67%	60%	75%	70%
	10 projets nouvellement conçus donnent la priorité aux peuples autochtones [nouauté de FIDA12]	3	2	9	14
	5 projets nouvellement conçus donnent la priorité aux personnes handicapées [nouauté de FIDA12]	5	0	2	7

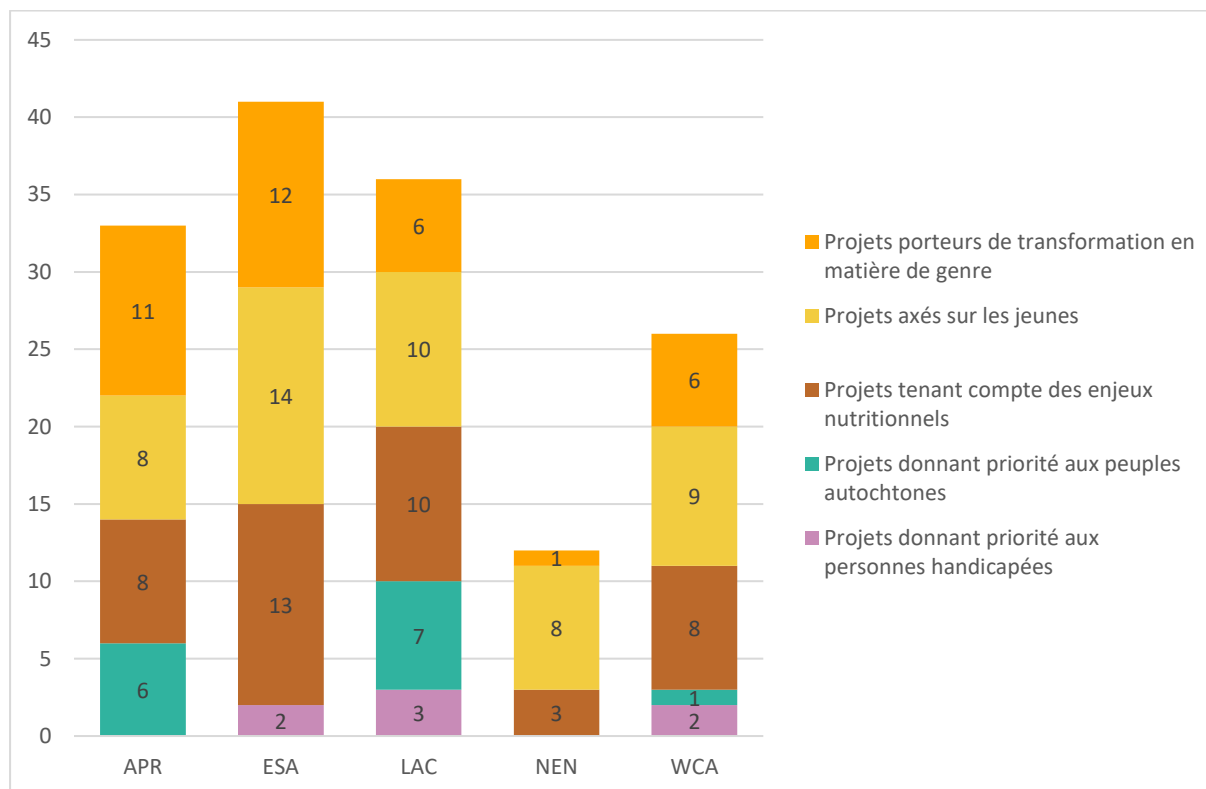
* L'ensemble de données comprend 70 projets approuvés qui ont pris en compte l'inclusion sociale

Source: Tableau de bord du Bureau de l'efficacité du développement sur les thématiques transversales.

11. La direction a introduit des mesures visant à renforcer l'intégration des thématiques transversales lors de la conception des projets. Mentionnons le renforcement structuré des capacités des équipes de pays et des consultants du FIDA, l'adoption d'une approche plus systématique en matière de dotation en personnel et d'appui aux équipes d'exécution des projets et l'assistance technique ciblée aux unités de gestion de projet (UGP). Ces efforts sont particulièrement importants dans les cas où, compte tenu de l'intérêt manifesté par l'emprunteur ou des capacités institutionnelles, un plus grand soutien sur ce point pourrait être intéressant.
12. Si les engagements en faveur de la prise en compte des questions relatives à l'inclusion sociale ont, de manière générale, été respectés, il existe visiblement des différences selon les régions (figure 2). Ces écarts peuvent s'expliquer par divers facteurs, notamment les priorités régionales, les demandes spécifiques des pays, les capacités institutionnelles et les problèmes liés au contexte local.

Figure 2

Ventilation par région des thématiques transversales intégrées dans la conception des nouveaux projets approuvés pendant la période 2022-2024



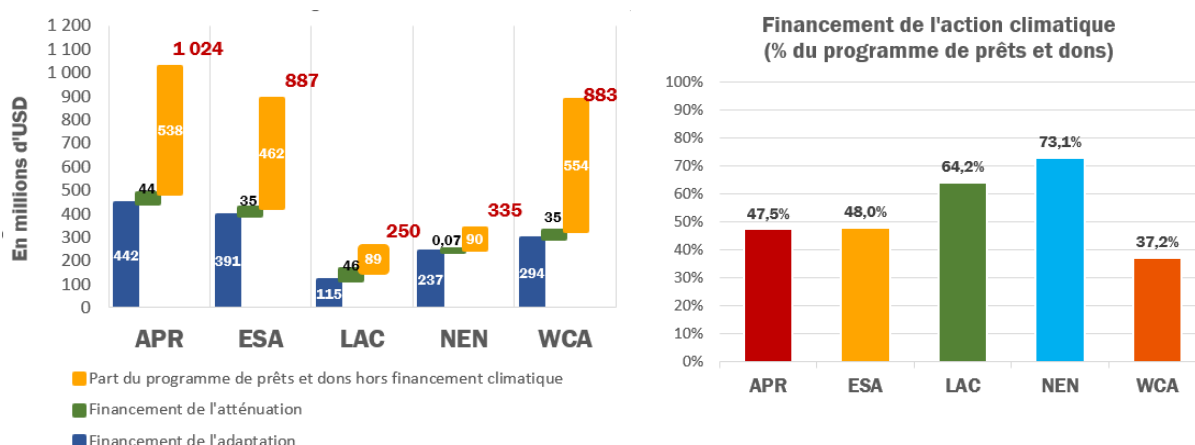
Source : Tableau de bord du Bureau de l'efficacité du développement sur les thématiques transversales
APR : Division Asie et Pacifique; ESA: Division Afrique orientale et australe; LAC: Division Amérique latine et Caraïbes; NEN: Division Proche-Orient, Afrique du Nord et Europe; WCA: Division Afrique de l'Ouest et du Centre

13. À l'échelle régionale et institutionnelle, le FIDA fait régulièrement un tour d'horizon du portefeuille pour analyser l'intégration des thématiques transversales et déterminer les mesures à prendre pour améliorer la qualité de la conception des projets et de leur exécution. De nombreuses initiatives de renforcement des capacités du personnel du FIDA et des UGP ont été entreprises. Mentionnons l'élaboration d'un plan d'action régional pour l'inclusion sociale et la prestation de la formation correspondante dans la région Proche-Orient, Afrique du Nord et Europe (NEN), l'organisation d'ateliers régionaux d'échanges de données d'expérience et de renforcement des capacités en rapport avec les approches utilisées en agriculture à dimension nutritionnelle dans les régions Asie et Pacifique (APR), Afrique orientale et australe (ESA) et NEN. Le plan d'action régional pour l'égalité femmes-hommes d'APR, qui est aligné sur le plan d'action pour l'égalité femmes-hommes de l'institution, a également été élaboré. Des spécialistes des thématiques de la Division environnement, climat, genre et inclusion sociale (ECG) ont également mené des consultations préliminaires auprès des équipes de pays et des missions de conception de projets afin d'établir les points d'ancrage stratégiques pour l'intégration des thématiques transversales dans les projets en préparation.
14. La cible à atteindre en matière de financement de l'action climatique pour FIDA12 (40%) a été dépassée. Au cours de la dernière année de la période visée par FIDA12, le pourcentage de financements approuvés a atteint un sommet (49%), en hausse de 13%. Au total, 1 645,6 millions d'USD ont été alloués au financement de l'action climatique, dont 1 478,8 millions pour l'adaptation et 168,7 millions pour l'atténuation.

15. L'atteinte de la cible en matière de financement de l'action climatique a été facilitée par l'élaboration d'un guide pratique et l'organisation de séances d'orientation à l'intention du personnel et des consultants afin d'approfondir leur compréhension des méthodes employées aux fins du suivi du financement de l'action climatique afin que ce domaine fasse l'objet d'une programmation rigoureuse. Des conseils techniques ont également été mis à disposition sur demande aux équipes de conception des projets afin d'assurer la bonne intégration des considérations climatiques.
16. En vue d'atteindre la cible de 30% fixée pour la part du financement de l'action climatique allouée à des solutions fondées sur la nature d'ici à l'horizon 2030, le FIDA a mis à l'essai et actualisé une approche pour le suivi de ces investissements. Il ressort des premiers résultats obtenus que le FIDA est déjà près du but si l'on tient compte du financement de l'adaptation aux changements climatiques et de celui de leur atténuation.
17. On a également observé des différences entre les régions dans le domaine du financement de l'action climatique. La figure 3 fait état de la part du financement de l'action climatique allouée par le FIDA à l'adaptation et à l'atténuation dans l'ensemble du programme de prêts et dons, par région. Les écarts entre les régions à ce chapitre sont attribuables à divers facteurs (priorités de l'action publique, capacités et préparation, et possibilités d'investissement). La priorité accordée par les gouvernements nationaux et les administrations régionales à l'action climatique a une grande incidence sur le niveau des financements demandés et obtenus. Les capacités et le degré de préparation des institutions jouent également un rôle à cet égard; les régions dotées de systèmes et de capacités techniques plus solides sont plus en mesure d'absorber et d'utiliser les fonds que celles dont les capacités sont plus faibles. Enfin, l'offre de projets d'investissement axés sur le climat et leur état d'avancement ont également une incidence sur les allocations; les régions associées à une réserve plus étoffée de projets et à des possibilités d'investissement concrètes obtiennent généralement une plus grande part du financement de l'action climatique.

Figure 3

Ventilation régionale et ventilation globale du financement alloué à l'adaptation et à l'atténuation dans les projets approuvés pendant la période 2022-2024



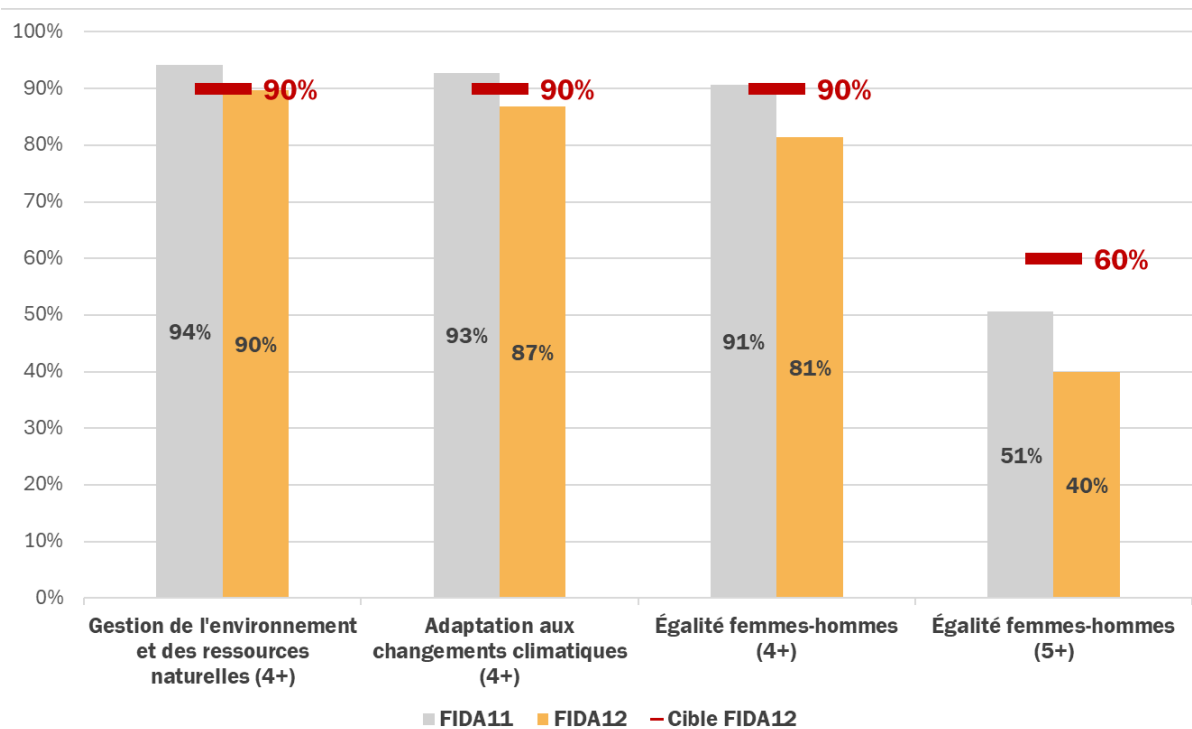
C. Performance par rapport aux cibles d'intégration des thématiques transversales à l'achèvement des projets

18. Comme le montre la figure 4, le FIDA a excellé dans la gestion de l'environnement et des ressources naturelles et l'adaptation aux changements climatiques, s'approchant de la cible fixée pour FIDA12 (90% des projets obtiennent une note plutôt satisfaisante ou supérieure (4+)), malgré une légère baisse par rapport à

l'année précédente. Dans la plupart des cas, les notes légèrement plus basses qui ont été attribuées pour l'adaptation aux changements climatiques sont imputables à des problèmes généraux d'exécution, tels que des retards dans le démarrage, des besoins de cofinancement non comblés ou la lenteur des décaissements, plutôt qu'à des lacunes spécifiques dans la conception des projets relatifs à la gestion de l'environnement et des ressources naturelles et à l'adaptation aux changements climatiques. Dans quelques cas, les notes ont souffert de facteurs tels que la difficulté à mesurer les effets directs et les incidences. Toutefois, certains problèmes de performance sont directement liés à la complexité des interventions (par exemple, l'assurance fondée sur des indices météorologiques ou l'adaptation de l'élevage), à l'absence de stratégies de retrait solides ou à la faible rentabilité, et ont contribué aux résultats plutôt insatisfaisants.

19. S'agissant des notes à l'achèvement attribuées pour l'égalité femmes-hommes et l'autonomisation des femmes, 81% des projets ont été jugés plutôt satisfaisants (4+), alors que la cible était de 90%, et 40% ont été jugés satisfaisants (5+), ce qui est inférieur à la cible ambitieuse de 60% (figure 4). Les notes obtenues pendant FIDA12 traduisent un recul par rapport à FIDA11, essentiellement attribuable à la pandémie de COVID-19 et à la restriction des déplacements qui en a découlé. Il ressort de l'analyse des projets pour lesquels des rapports d'achèvement ont été établis au cours de la période 2022-2024 que, dans plusieurs cas, la mise en œuvre des activités liées à l'égalité femmes-hommes et à l'autonomisation des femmes a été fortement perturbée et/ou reléguée au second plan. En outre, en raison du confinement et de la supervision à distance, il a été difficile d'assurer en temps voulu aux UGP une formation et un appui technique de qualité en matière d'égalité femmes-hommes et d'autonomisation des femmes, et la capacité à suivre les effets directs produits dans ce domaine et à en rendre compte efficacement a été gravement compromise. Les évaluations réalisées dans ce domaine étant fortement tributaires des visites sur le terrain et des consultations menées auprès des groupes cibles, la qualité des données et des éléments factuels en a souffert, ce qui explique les notes plus basses attribuées dans certains cas. En outre, la cible ambitieuse fixée pour l'égalité femmes-hommes et l'autonomisation des femmes (60% des projets achevés obtiennent une note supérieure ou égale à 5 en la matière) s'est avérée dans bien des cas difficile à atteindre et sera réexaminée à la lumière de l'expérience opérationnelle. Le tableau 1 fait la synthèse des principaux problèmes de performance en matière d'égalité femmes-hommes et d'autonomisation des femmes, ainsi que des solutions à apporter à cet égard.

Figure 4
Point sur la prise en compte des thématiques transversales à l'achèvement - comparaison de FIDA11 (2019-2021) et de FIDA12 (2022-2024)



Source: Notes des rapports d'achèvement de projet dans le Système de gestion des résultats opérationnels.

Tableau 1

Mesures prises pour résoudre les problèmes de performance en matière d'égalité femmes-hommes et d'autonomisation des femmes pendant l'exécution des projets

<i>Problèmes</i>	<i>Solutions</i>
Retards globaux dans l'exécution et/ou performance médiocre ayant eu une incidence sur les effets directs	Renforcer le diagnostic précoce des risques et la gestion adaptative aux stades de la conception et de la supervision et dans les examens à mi-parcours; affecter des ressources suffisantes aux stratégies relatives à l'égalité femmes-hommes et à l'autonomisation des femmes, et répartir la responsabilité des effets directs en la matière entre le FIDA et les partenaires du projet.
Faible nombre de spécialistes de l'égalité femmes-hommes et de l'autonomisation des femmes pendant la supervision en raison de contraintes budgétaires	Affecter en priorité des spécialistes de l'égalité femmes-hommes et de l'autonomisation des femmes aux missions de supervision et de mise en œuvre, en particulier dans les pays où les besoins sont importants, en tirant parti des partenariats et des financements supplémentaires, si nécessaire.
Capacités et connaissances limitées en matière d'égalité femmes-hommes et d'autonomisation des femmes au sein des UGP	Renforcer les capacités des UGP par des formations ciblées, doter les équipes d'exécution de savoir-faire en matière de genre et d'inclusion sociale, et fournir un appui technique continu tout au long du cycle du projet.
Capacité limitée à suivre les effets directs liés à l'égalité femmes-hommes et à l'autonomisation des femmes en raison de la déficience des systèmes de suivi-évaluation.	Réaliser une analyse rigoureuse des questions de genre au démarrage, intégrer des indicateurs d'effet direct pour le genre (par exemple l'indice de l'autonomisation des femmes dans l'agriculture au niveau des projets) et renforcer les systèmes de suivi-évaluation par des formations ciblées et des directives opérationnelles.
La fragilité des contextes nationaux accroît la vulnérabilité et engendre des problèmes d'exécution*	Élaborer les programmes en tenant compte de la fragilité et donner la priorité aux investissements axés sur la résilience des femmes.
Les chocs externes, par exemple la pandémie de COVID-19, peuvent perturber l'exécution des activités favorisant l'égalité femmes-hommes et l'autonomisation des femmes et/ou entraîner une révision à la baisse de leur niveau de priorité.	Planifier des interventions d'urgence et renforcer le soutien technique à distance aux activités renforçant l'égalité femmes-hommes et l'autonomisation des femmes, par exemple par le biais de communautés de pratique et de réseaux d'experts locaux.
Les projets de conception moins récente (FIDA9 et FIDA10) accordent une attention relativement limitée à l'égalité femmes-hommes et à l'autonomisation des femmes.	Dans la mesure du possible, adapter les projets en y intégrant un appui ciblé et des pratiques actualisées en la matière.

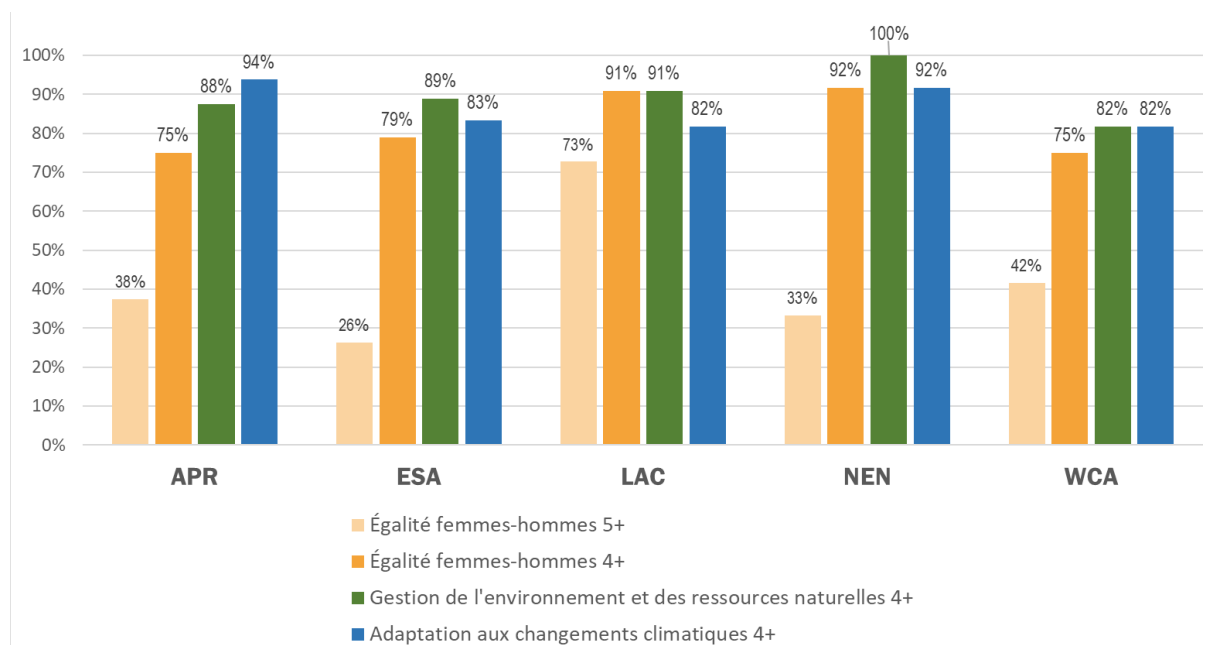
* Sur la base d'un éventail de 14 projets clôturés au cours de la période 2022-2024 dans des pays en situation de fragilité, seuls 21% des projets ont obtenu une notation supérieure ou égale à 5 pour ce qui est de l'égalité femmes-hommes dans les contextes de fragilité, contre 45% pour les pays ne se trouvant pas en situation de fragilité sur la base d'un éventail de 56 projets.

20. La notation des effets directs obtenus dans le domaine du développement à l'achèvement des projets présente des écarts d'une région à l'autre, en particulier pour l'égalité femmes-hommes et l'autonomisation des femmes (figure 5). Par exemple, la région Amérique latine et Caraïbes (LAC) a dépassé la cible de 60% de projets ayant obtenu une note supérieure ou égale à 5 en matière de genre, tandis que pour NEN, 100% des projets ont obtenu une note supérieure ou égale à 4 en ce qui concerne la gestion de l'environnement et des ressources naturelles. APR et NEN ont dépassé la cible pour l'adaptation aux changements climatiques (90%). Ces écarts reflètent des différences entre les pays sur le plan des priorités de l'action publique et des capacités institutionnelles. L'engagement des gouvernements en faveur de l'égalité femmes-hommes et de l'autonomisation des femmes détermine le degré d'ambition des objectifs et des interventions en la matière, l'intégration des thématiques et les ressources qui y sont affectées. Le degré de préparation institutionnelle, qui se reflète dans l'accès à des coordonnateurs formés en matière d'égalité des sexes et à un appui technique, contribue également à améliorer la performance. Les régions comme LAC qui peuvent compter sur des systèmes de supervision plus solides et la participation plus assidue de spécialistes de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes, ont tendance à faire meilleure figure. En revanche, des systèmes déficients de suivi-évaluation, la faible appropriation des projets par les pouvoirs publics et l'insuffisance des ressources allouées aux stratégies pour l'égalité femmes-hommes ont contribué à la faiblesse des notes obtenues par APR et ESA.

21. Les contextes de fragilité, comme dans certaines parties de ESA et de WCA, continuent de grever les résultats et d'accroître les disparités régionales. Il convient de mieux tenir compte des particularités régionales et des réalités opérationnelles inhérentes aux contextes de fragilité afin que les engagements en faveur de l'intégration des thématiques transversales restent réalistes et adaptés au contexte. L'adaptation des cibles et des stratégies de mise en œuvre à la situation du pays, plutôt que l'application de critères uniformes, peut améliorer la performance et accroître la responsabilité.

Figure 5

Ventilation par région des résultats obtenus au regard de l'intégration des thématiques transversales à l'achèvement (2022-2024)



22. Aucune note à l'achèvement ne permet spécifiquement le suivi de la performance en matière de nutrition, mais' il ressort des dernières données de supervision que, parmi projets en cours dont la dimension nutritionnelle a été évaluée, 82% ont obtenu une note égale ou supérieure à 4 et affichent une efficacité croissante. En outre, d'après les indicateurs de base, 3,3 millions de personnes ont bénéficié d'un appui pour améliorer leur nutrition et le pourcentage de femmes déclarant avoir atteint le niveau de diversité alimentaire minimale s'est établi à 52%, alors que la cible fixée pour FIDA12 est de 25%. Ces mesures encourageantes témoignent des efforts conjugués visant à renforcer l'assistance technique fournie aux UGP, du lancement des projets jusqu'à leur achèvement. Des obstacles subsistent toutefois, notamment en ce qui concerne l'intégration de la nutrition dans les systèmes de suivi-évaluation des projets et l'affectation de ressources à l'exécution des activités tenant compte des enjeux nutritionnels. Dans le cadre de FIDA13, les mécanismes institutionnels permettant de suivre les résultats et les indicateurs en matière de nutrition, y compris les systèmes de données améliorés qui rendent compte des effets directs sur l'alimentation et de la consommation alimentaire, seront encore renforcés.
23. Une analyse des projets en cours d'exécution montre que d'importantes contributions ont été apportées à la réalisation des objectifs de développement durable liés à l'inclusion sociale, aux changements climatiques et à la nutrition, ainsi qu'il ressort des 209 projets dont les résultats sont communiqués au regard des [indicateurs de base](#) du FIDA (figure 6).

Figure 6

Indicateurs de base du FIDA relatifs à l'intégration des thématiques transversales et à la contribution à la réalisation des objectifs de développement durable n°s 1, 2 et 13 jusqu'en 2024*



* Suivant l'approche retenue pour FIDA13, le RIDE fait état des résultats obtenus eu égard à la portée, aux effets directs et aux produits, sans toutefois les comparer aux cibles. Le FIDA conçoit les projets de manière à en maximiser la portée. Or, chaque projet financé par le FIDA est axé sur le pays, une orientation qui n'est pas compatible avec l'établissement de cibles suivant une approche descendante au stade de la conception.

Source: Données du cadre logique du projet dans le Système de gestion des résultats opérationnels .

D. Gestion du portefeuille et amélioration de la performance

24. Le système de gestion du portefeuille du FIDA met fortement l'accent sur l'apprentissage afin d'améliorer la qualité de la conception des projets à venir et l'exécution des projets en cours. Les enseignements tirés sont systématiquement consignés dans les rapports de supervision et d'achèvement des projets, les évaluations de l'impact des projets, les évaluations au niveau des projets et des pays et les évaluations thématiques réalisées par le Bureau indépendant de l'évaluation du FIDA, et les évaluations ponctuelles telles que l'examen des activités du FIDA dans le domaine de l'agroforesterie réalisé conjointement par le FIDA et l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), ce qui permet d'engranger des retours d'expérience et de recenser les meilleures pratiques en vue d'accroître les investissements dans les solutions fondées sur la nature (pour des précisions sur cette publication, se référer à l'appendice II). Ces enseignements sont intégrés dans le processus de conception des projets par le biais d'examen d'amélioration et d'assurance de la qualité, qui s'appuient à leur tour sur d'autres documents, soit les Directives relatives aux thématiques transversales en matière d'inclusion sociale de FIDA12, les Directives du FIDA relatives au suivi des financements climatiques, et le dossier d'information sur les financements climatiques préparé à l'intention des équipes de pays afin d'étayer la conception de projets axés sur le climat.
25. En outre, le FIDA a actualisé son approche d'intervention dans les situations de fragilité, en mettant l'accent sur la promotion de la résilience à long terme de ses bénéficiaires et institutions partenaires. Ce changement repose sur l'utilisation

d'outils de diagnostic avancés, la programmation améliorée tenant compte de la fragilité, la gestion adaptative des programmes de pays, le renforcement des capacités internes et l'établissement de partenariats stratégiques. Dans la perspective de FIDA13, une unité spécialisée dans les contextes de fragilité a été créée au sein du Département des opérations de pays.

26. Toutes les régions ont élaboré des mesures pour surmonter les obstacles et améliorer la performance, notamment le renforcement des capacités du personnel du FIDA et des UGP, l'élaboration de boîtes à outils opérationnelles, la tenue d'activités d'apprentissage, et l'accroissement du suivi-évaluation via, par exemple, l'organisation de nouvelles formations dans le cadre du programme de formation sur le suivi-évaluation proposé par l'Académie des opérations du FIDA, et les [nouvelles ressources élaborées par le Fonds pour appuyer le renforcement du suivi-évaluation au niveau des projets](#) (en anglais seulement). Ces mesures devraient améliorer les résultats pour tous les indicateurs, et ne se limitent pas à ceux qui concernent expressément les thématiques transversales.

III. Les prochaines étapes

Orientation stratégique et intégration des thématiques transversales

27. Conformément aux engagements pris au titre de FIDA13, le FIDA a entrepris d'élaborer de nouveaux plans d'action et stratégies relatifs au climat, à l'environnement, à la biodiversité, au genre, à la nutrition et à la jeunesse afin d'améliorer la performance. Ceux-ci donneront la priorité à l'harmonisation et aux synergies avec les travaux dans des domaines clés tels que la production agricole, les services financiers inclusifs, les infrastructures, le développement des filières et la mobilisation du secteur privé. Des modèles innovants seront mis à l'essai et reproduits à plus grande échelle. Pour les appuyer, le FIDA améliorera le suivi des résultats et l'apprentissage.

Suivi et amélioration de la performance

28. Le FIDA assure un suivi étroit de sa réserve de projets en vue d'atteindre les cibles relatives aux thématiques transversales. Des examens trimestriels permettent de s'assurer que l'intégration des thématiques transversales dans les nouveaux projets se poursuit comme prévu. Ces examens aident le FIDA à recenser les projets à fort potentiel de transversalisation et les projets qui nécessitent un appui technique supplémentaire en vue d'affecter en temps voulu les ressources nécessaires aux équipes du Fonds et aux partenaires gouvernementaux. Le FIDA a mis à jour les directives relatives à la conception des projets à la lumière des enseignements tirés de FIDA12, en accordant une attention particulière à la capacité d'adaptation, aux solutions fondées sur la nature et à l'amélioration du suivi du financement climatique.
29. Afin d'améliorer la performance sur le plan de l'exécution, les équipes régionales renforceront la planification et la coordination entre les équipes techniques et les équipes de pays ainsi que l'appui technique dans les domaines où les résultats laissent à désirer. Les communautés de pratique seront élargies et les partenariats avec des organismes à vocation technique tels que la FAO et le Programme alimentaire mondial seront approfondis. D'autres améliorations devraient être apportées grâce à une utilisation accrue des données spatiales, à la mise à jour des listes de consultants et à l'expérimentation des nouvelles technologies qui bénéficient de dons.
30. Le renforcement de l'appui à l'exécution bénéficiera également d'une utilisation plus stratégique des ressources et des compétences techniques dans les thématiques transversales prioritaires. Par exemple, le FIDA encouragera la réalisation d'examens du portefeuille au niveau national par des spécialistes techniques afin de promouvoir les évaluations et les recommandations plus globales en vue d'améliorer la performance, de favoriser le partage des enseignements et des

meilleures pratiques et d'assurer la cohérence de l'exécution des programmes de pays.

Partenariats stratégiques et mobilisation

31. Le FIDA élargira ses partenariats stratégiques afin de favoriser l'innovation et de s'attaquer aux enjeux transversaux. Au nombre des principales collaborations citons le Programme commun relatif aux perspectives de transformation de la dynamique femmes-hommes dans les domaines de la sécurité alimentaire et de la nutrition, le Programme conjoint visant à accélérer les progrès vers l'autonomisation économique des femmes rurales, le Mécanisme de transformation de la dynamique femmes-hommes, la Coalition pour l'alimentation scolaire, la Coalition pour l'élimination de la faim et la Coalition sur les systèmes alimentaires des peuples autochtones. Par ailleurs, le FIDA codirige le Programme intégré sur les systèmes alimentaires du Fonds pour l'environnement mondial avec la FAO et collabore avec cette dernière au suivi de la biodiversité et du financement de l'action climatique, renforçant ainsi sa capacité à obtenir de bons résultats.
32. Le FIDA tirera parti des investissements du secteur privé, qui ne cessent de croître, notamment dans la résilience aux changements climatiques et le financement respectueux de la nature. Ces activités prendront appui sur les acquis de projets ayant fait intervenir des solutions de financement innovantes, tels que les [projets du Fonds pour l'eau](#) ou le [Programme intégré sur les systèmes alimentaires du Fonds pour l'environnement mondial](#) (en anglais seulement). La création de la Division des opérations dans le secteur privé renforcera la capacité du FIDA à se concerter avec le secteur privé pour accorder la priorité à la prise en compte des thématiques transversales.

Tirer parti des technologies de pointe

33. Le FIDA commence à recourir davantage aux technologies telles que la cartographie faisant appel au système d'information géographique (SIG), la télédétection et la technologie des registres distribués à l'appui de l'exécution, du suivi et du contrôle des mesures de sauvegarde. Certaines équipes de projet ont commencé à comptabiliser à l'aide du SIG les investissements financés par le FIDA afin d'améliorer la planification et la supervision. Dans le cadre de FIDA13, le don au projet Capitalizing on Earth Observation (CAPEO) devrait contribuer à l'amélioration des ensembles de données environnementales et climatiques en collaboration avec des partenaires techniques.
34. Le FIDA continuera d'étudier des outils d'intelligence artificielle adaptés à l'usage prévu afin de renforcer la conception et la supervision des projets, ainsi que l'analyse des données, en faisant fond sur la dynamique actuelle en matière d'innovation numérique.

Collecte de données factuelles et renforcement des propositions de rendement de l'investissement

35. Les données tirées des évaluations de l'impact, des évaluations et des analyses coûts-avantages seront utilisées de manière plus systématique à l'appui de l'élaboration de propositions de rendement de l'investissement et d'optimisation des ressources à l'intention des emprunteurs qui souhaitent investir dans les thématiques transversales. Par exemple, un guide pratique sur le financement de l'adaptation, qui sera publié prochainement, fera état des principaux paramètres et facteurs de réussite afin d'aider les équipes opérationnelles à concevoir des projets d'investissements résilients face aux changements climatiques, susceptibles d'être financés par des entités publiques et privées.

Tirer des enseignements des contextes de fragilité pour améliorer la conception et accroître l'impact

36. Afin d'améliorer les résultats dans les contextes de fragilité, le FIDA procédera à une évaluation exhaustive de son portefeuille afin de déterminer les mesures à prendre pour agir efficacement sur les facteurs de fragilité. Le cadre qui en résultera permettra de dégager les principaux facteurs de réussite dans le cadre des activités d'adaptation et de transversalisation, et fournira des orientations claires et concrètes en vue d'améliorer la conception et l'impact des opérations futures.

Rapport de situation sur le Programme d'adaptation de l'agriculture paysanne

1. Conformément aux garanties de transmission d'information données dans l'accord sur le fonds fiduciaire, le présent rapport de situation fait le point sur les différentes phases du Programme d'adaptation de l'agriculture paysanne (ASAP) mené par le FIDA.
2. La [première phase du Programme d'adaptation de l'agriculture paysanne](#) (ASAP1) a été lancée par le Fonds en 2012. Le programme, qui mobilisait en tout 316 millions d'USD, avait pour but d'améliorer la résilience climatique d'environ 6,7 millions de petits exploitants agricoles.
3. La seconde phase du Programme, ASAP2, lancée en 2017, intervient en tant que mécanisme d'assistance technique et vise à faire progresser les travaux du FIDA liés à l'adaptation aux changements climatiques, à l'atténuation de leurs effets, et aux mesures de sauvegarde climatique, notamment la mobilisation de cofinancements auprès de fonds pour l'action climatique et l'environnement, la mise à l'essai d'innovations, le développement d'outils, la réalisation d'études et l'élaboration de produits du savoir. L'ASAP2 a mobilisé environ 16 millions d'USD.
4. Lancé en 2020, le [Programme élargi d'adaptation de l'agriculture paysanne \(ASAP+\)](#) étend la portée de l'ASAP1 et de l'ASAP2 et vise à mobiliser 500 millions d'USD. L'objectif est de faire de ce programme le plus grand fonds consacré au renforcement de la résilience climatique des petits producteurs agricoles et d'aider les partenaires à atteindre leurs objectifs en matière d'adaptation aux changements climatiques et d'atténuation de leurs effets à l'échelle nationale. Une réserve de 10 projets d'investissement couvrant plusieurs régions est actuellement financée au titre de l'ASAP+.

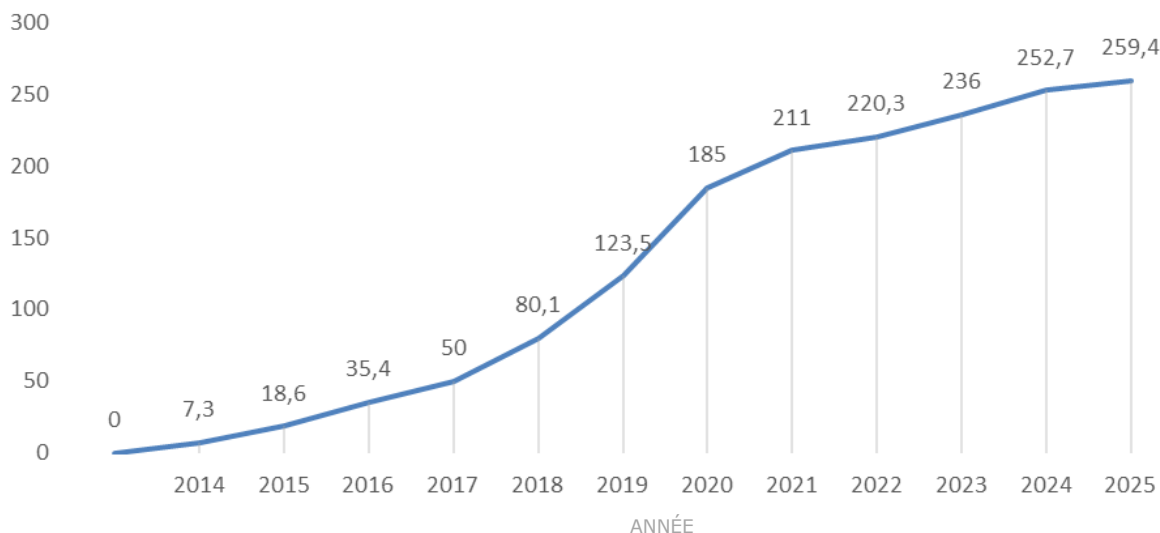
I. État d'avancement et résultats d'ensemble du programme

A. État d'avancement et résultats de l'ASAP1

5. Le portefeuille actuel de l'ASAP1 comprend des interventions dans 44 projets appuyés par le FIDA répartis dans 41 pays (la Côte d'Ivoire, le Nigéria et le Soudan comptent deux projets chacun). La clôture du portefeuille doit avoir lieu en 2025. À ce jour, 30 projets ont été clos et achevés; 14 projets sont en cours d'exécution et ont atteint la phase d'examen à mi-parcours. En 2024, six projets ont été achevés.
6. Les décaissements effectués au titre de l'ASAP1 (figure 1) ont été considérables malgré un contexte opérationnel difficile dans de nombreux pays en raison des situations de fragilité, de l'instabilité politique et des conséquences de la guerre en Ukraine. À ce jour, 86% des fonds ont été décaissés.

Figure 1

Décaissements cumulés effectués au titre de l'ASAP (au 31 décembre 2024)
(en millions d'USD)



7. Malgré les obstacles à l'échelle mondiale, l'ASAP1 a dépassé six des huit cibles à atteindre. Il convient notamment de souligner que plus de 7,2 millions de membres de ménages de petits exploitants pauvres en ont bénéficié; ainsi, la cible de 6,7 millions a été dépassée et cela, un an plus tôt que prévu. En outre, l'ASAP1 a facilité l'adoption de pratiques résilientes face aux changements climatiques sur 1,7 million d'hectares (90% de la cible) et a mobilisé 1,9 million de personnes (103% de la cible) pour la gestion des risques climatiques et la bonne intendance de l'environnement. Ces résultats sont extrêmement positifs, et le FIDA devrait continuer de s'améliorer en 2025 en vue d'atteindre les cibles fixées pour tous les indicateurs.
8. L'apprentissage et la gestion des savoirs dans le domaine de l'adaptation aux changements climatiques jouent un rôle clé dans la réalisation des objectifs de l'ASAP, et de nombreuses études et supports de connaissances ont déjà été publiés à cet égard. À la COP29, le FIDA a présenté sa dernière publication, intitulée « **A Decade of Innovation: Achievements and Opportunities in Climate Adaptation Finance** », qui souligne le rôle central de l'ASAP dans la réduction du déficit de financement de l'adaptation. Le rapport explique comment l'ASAP a efficacement intégré l'adaptation aux changements climatiques dans l'agriculture et le développement rural, promu des solutions fondées sur la nature et mobilisé des financements publics et privés pour le climat. On y trouve également des études de cas et des enseignements qui mettent en exergue l'impact du programme, en particulier pour l'autonomisation des groupes marginalisés tels que les femmes et les peuples autochtones.
9. Le tableau 1 présente, au niveau du portefeuille, les résultats obtenus au regard des cibles relatives aux effets directs et aux produits de l'ASAP1. Toutes les cibles ont été atteintes à hauteur d'au moins 90%, et de nombreux indicateurs affichent un taux de réalisation supérieur à 120%.

Tableau 1

Cibles et résultats globaux du programme à la lumière du cadre logique de l'ASAP1

Résultats de l'ASAP par ordre de priorité	Résultats de l'ASAP au niveau du portefeuille mondial	Indicateurs d'évaluation des résultats du portefeuille	Cible fixée à la conception*	Résultats dans le RIME 2024	Résultats actuels	Pourcentage atteint
Objectif général	Les petits exploitants pauvres sont plus résilients aux changements climatiques	1 Nombre de membres de ménages de petits exploitants pauvres dont la résilience climatique a été renforcée	6 727 159	6 985 574	7 183 689	106%
Objectif spécifique	Reproduction à plus grande échelle des méthodes d'adaptation à avantages multiples pour les petits exploitants pauvres	2 Rapport entre les dons au titre de l'ASAP et les financements hors ASAP	1:7,5	1:7,9	1:7,9	105%
		3 Émissions de gaz à effet évitées ou stockées, en tonnes d'équivalent carbone	80 millions de tonnes sur 20 ans (cible de 2012)	s.o.	s.o.	s.o.
Effet direct 1	Gestion des terres améliorée et pratiques et techniques agricoles résilientes face aux changements climatiques et tenant compte des questions de genre	4 Nombre d'hectares de terres cultivées au moyen de pratiques favorisant la résilience climatique	1 884 273 hectares	1 606 007	1 697 597	90%
Effet direct 2	Accroissement de la disponibilité en eau et de l'efficacité de son utilisation pour la production et la transformation dans le secteur de l'agriculture paysanne	5 Nombre de ménages et d'installations de production et de transformation disposant de plus d'eau	4 443 installations	4 854	4 854	109%
			289 503 ménages	396 497	404 930	140%
Effet direct 3	Renforcement des capacités humaines de gestion des risques climatiques à court et long terme et de réduction des pertes dues à des catastrophes d'origine climatique	6 Nombre de femmes et d'hommes et nombre de groupes communautaires participant à des activités de gestion des risques climatiques, de gestion des ressources naturelles et de l'environnement, et de réduction des risques de catastrophe	1 926 889 personnes	1 898 394	1 993 900	103%
			25 407 groupes	25 773	26 680	105%
Effet direct 4	Renforcement de la résilience des infrastructures rurales face aux changements climatiques	7 Valeur des infrastructures rurales, nouvelles ou déjà en place, rendues résilientes face aux changements climatiques (en USD)	131 575 730 USD	124 817 000	128 196 000	97%
			543 kilomètres	528	528	97%
Effet direct 5	Connaissances sur l'agriculture paysanne climato-compatible étayées et diffusées	8 Nombre d'espaces de concertation internationaux ou nationaux sur les questions climatiques sur lesquelles les équipes des projets financés par l'ASAP ou les partenaires de projet travaillent activement	36	38	52	144%

* Résultat à atteindre d'ici à décembre 2025, mais susceptible d'être modifié selon l'évolution des projets ASAP.

B. État d'avancement de l'ASAP2

10. Les initiatives financées au titre de l'ASAP2, comme celles de l'ASAP1, doivent être achevées d'ici la fin de l'année 2025. À la fin de 2024, 98% des fonds avaient été affectés et dépensés. Le solde global des fonds de l'ASAP2 qui n'ont pas été alloués s'élève à 111 442 USD.
11. En novembre 2024, l'ASAP2 a alloué 250 000 USD à un partenariat avec l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) visant à appliquer la version interactive du Modèle d'évaluation environnementale de l'élevage mondial (GLEAM-i) et l'Outil pour l'évaluation des performances de l'agroécologie (TAPE) pour évaluer la productivité, l'utilisation des aliments pour animaux et les émissions de gaz à effet de serre (GES) dans les systèmes d'élevage. Cette initiative bénéficie d'une contribution supplémentaire de 150 000 USD du Programme de réduction des émissions du méthane agricole (RAMP). Le partenariat évaluera les émissions de GES dans plusieurs pays participant à l'ASAP et au RAMP, et mènera des activités de formation au Tadjikistan, au Brésil, au Rwanda, en Géorgie, en Ouganda, en Sierra Leone et dans d'autres pays qui restent à confirmer. La collecte et la communication des données relatives au TAPE se poursuivront également, l'Argentine dirigeant l'application de la méthodologie.

C. État d'avancement et réserve de projets de l'ASAP+

12. Au titre de l'ASAP+, 86,3 millions d'USD ont été mobilisés, auxquels s'ajoutent 6,1 millions d'USD de contributions à recevoir, soit un total de 92,4 millions d'USD. Le tableau 2 illustre la réserve actuelle de projets de l'ASAP+ au 31 décembre 2024, qui comprend à présent 10 projets. Il convient de noter que l'ASAP+ a alloué toutes les ressources dont il disposait pour des projets. En 2025, l'ASAP+ mettra donc l'accent sur le lancement et l'exécution des projets et sur la mobilisation de ressources pour les programmes.

Tableau 2

Portefeuille de l'ASAP+ en cours

Lieu et nom du projet	Aperçu du projet	État d'avancement
Brésil Projet de gestion durable de l'Amazonie (PAGES)	Le projet ciblera 20 000 exploitations agricoles familiales associées à des organisations rurales et vise à faire reculer la pauvreté rurale tout en réduisant la déforestation et la dégradation de l'environnement dans la région amazonienne du Maranhão, au moyen du renforcement de la résilience de 64 000 personnes et de la diminution des émissions à hauteur d'environ 6 millions de tonnes d'équivalent en dioxyde de carbone. Financement de l'ASAP+: 17,1 millions d'USD.	En cours d'exécution
Brésil Promotion de la rémunération des services environnementaux au service de chaînes d'approvisionnement préservées de la déforestation	Le Brésil utilisera les fonds de l'initiative CompensACTION pour mettre à l'essai des projets qui tiennent compte du potentiel de la rémunération des services environnementaux dans la promotion de la conservation des forêts. Le FIDA propose un fonds pilote pour la rémunération des services environnementaux afin de promouvoir la conservation des forêts par les communautés marginalisées dans des filières préservées de la déforestation. L'objectif est d'évaluer à quel point la rémunération des services environnementaux est utile à la diversification des moyens d'existence, à l'augmentation des sources de revenus qui ne conduisent pas à la déforestation (grâce à la production de produits forestiers non ligneux), et à l'amélioration de l'accès au marché des produits forestiers non ligneux. Financement de l'ASAP+: 4,4 millions d'USD.	En cours d'exécution
Burkina Faso Programme de renforcement de la résilience des petits exploitants agricoles face aux changements climatiques	Ce programme vise à renforcer la résilience climatique des petits exploitants au moyen d'investissements dans des pratiques d'adaptation éprouvées, de technologies autochtones et de solutions fondées sur la nature. Il est axé sur l'amélioration de l'accès à l'eau pour l'agriculture et la promotion de la diversification des cultures et des sources de revenus, et l'application de modèles agricoles durables sous la direction du Gouvernement burkinabé. Financement de l'ASAP+: 7 millions d'USD.	En cours d'exécution

Lieu et nom du projet	Aperçu du projet	État d'avancement
Éthiopie Programme pour l'agriculture participative et la transformation face aux changements climatiques (PACT)	Le PACT vise à produire une croissance des revenus agricoles favorisant la résilience climatique et à améliorer l'alimentation des ménages ruraux. Les ressources de l'ASAP+ financeront l'amélioration des infrastructures et des écosystèmes et la diversification des moyens d'existence des populations. Les fonds de l'initiative CompensACTION viennent compléter les activités déjà menées dans le cadre du PACT dans trois régions cibles. Financement de l'ASAP+: 11,4 millions d'USD.	En cours d'exécution
Lesotho Projet de régénération des paysages et des moyens d'existence (ROLL)	L'initiative pilote CompensACTION sera intégrée à ce projet en cours. Le projet comprend un mécanisme de coalition pour la régénération, qui vise à appuyer la mise en place d'initiatives locales multipartites, ainsi qu'un fonds en faveur des possibilités de régénération, qui permet d'investir dans des activités proposées par les coalitions et qui a des retombées sur les services écosystémiques liés à l'eau. L'initiative pilote CompensACTION améliore le système de paiement pour services liés aux écosystèmes du Fonds en faveur des possibilités de régénération afin que l'efficacité de la gestion de l'eau, le stockage du carbone et le financement innovant de la lutte contre les émissions de carbone soient pris en compte. Financement de l'ASAP+: 4,4 millions d'USD.	En cours d'exécution
Malawi Programme de développement de l'irrigation dans les zones rurales (PRIDE)	Le PRIDE est axé sur la mise en place de systèmes de gestion des terres et de l'eau résilients, le transfert de connaissances aux petits exploitants et l'établissement de liens avec des marchés viables. Les ressources de l'ASAP+ financeront la construction de systèmes d'irrigation, ce qui permettra de réaliser des gains de productivité dans les zones pluviales et de lutter contre la dégradation des terres. L'objectif est d'étendre le bénéfice du programme à au moins 20 000 bénéficiaires supplémentaires grâce à un financement additionnel du Fonds pour l'environnement mondial (FEM). Financement de l'ASAP+: 7 millions d'USD.	En cours d'exécution
Niger Programme de développement de l'agriculture familiale dans la région de Diffa (ProDAF-Diffa)	Le programme, qui part des investissements en cours du ProDAF mais les élargit, vise à renforcer la résilience des ménages vulnérables grâce à des pratiques et à des technologies favorisant l'adaptation aux changements climatiques, à de meilleures pratiques agronomiques et à une meilleure gestion des ressources en eau. Les équipes collaboreront avec celles d'autres interventions financées par le FEM, le Fonds vert pour le climat et l'ASAP au Niger. Financement de l'ASAP+: 7 millions d'USD.	En cours d'exécution
Somalie Projet en faveur de la réhabilitation des terres de parcours et de l'agriculture adaptative (A2R2)	Le projet vise à améliorer la gestion des ressources en eau et des terres de parcours, l'agriculture écologique et les moyens d'existence à l'épreuve des changements climatiques, la réhabilitation des forêts et des habitats, et la gouvernance et les systèmes d'information au service de la lutte contre la dégradation des sols et la perte de biodiversité. Un mécanisme expérimental de microfinancement ciblera les groupes vulnérables, en particulier les femmes et les jeunes, dans le cadre d'activités rémunératrices résilientes face aux changements climatiques. Les fonds d'ASAP+ viendront s'ajouter à ceux issus du Fonds pour les pays les moins avancés géré par le FEM et le Programme mondial sur l'agriculture et la sécurité alimentaire. Financement de l'ASAP+: 7 millions d'USD.	L'exécution des projets financés par l'ASAP+ débutera au deuxième trimestre 2025.
Tchad Projet de renforcement de la productivité des exploitations agropastorales familiales et résilience (RePER)	L'objectif de développement du RePER est l'amélioration de la performance et de la résilience des exploitations agropastorales familiales ciblées. Le financement provenant de l'ASAP+ renforcera la résilience des exploitations agropastorales familiales grâce aux mesures suivantes: i) amélioration de l'accès à l'eau et diffusion des techniques respectueuses de l'environnement qui favorisent la résilience aux changements climatiques aux niveaux de la production et des activités post-récolte; ii) amélioration de l'accès à l'information climatique, mise en place de systèmes de surveillance de l'environnement, et éducation à l'environnement et aux changements climatiques; iii) réduction des émissions, prévention de la déforestation et amélioration des conditions de vie des ménages par la promotion de fourneaux économes en énergie. Financement de l'ASAP+: 7 millions d'USD.	En cours d'exécution
Yémen Projet d'amélioration des moyens d'existence en milieu rural (RLDP)	Le RLDP cible les femmes et les jeunes vulnérables, et doit bénéficier à 175 000 personnes. L'objectif est d'améliorer la sécurité alimentaire et nutritionnelle, d'augmenter la production agricole durable et de renforcer la résilience au moyen d'une planification communautaire, d'infrastructures résilientes face aux changements climatiques et d'une agriculture climato-compatible. Le projet, approuvé par le Conseil d'administration, est cofinancé par le Mécanisme de relance en faveur des populations rurales pauvres, la Direction suisse du développement et de la coopération et le Fonds pour les pays les moins avancés du FEM. Financement de l'ASAP+: 7 millions d'USD.	Approuvé en interne; l'exécution débutera au deuxième trimestre 2025.

13. Au quatrième trimestre de 2024, le taux de décaissement de l'ASAP+ était de 11%, ce qui indique que la majorité des projets sont encore aux premiers stades de la programmation et de l'exécution. Malgré cela, l'ASAP+ a eu un puissant effet multiplicateur: pour chaque dollar de financement qu'il a octroyé, plus de 9 dollars

de cofinancement supplémentaire ont été mobilisés, ce qui témoigne de son importance pour l'attraction d'investissements complémentaires. Le taux de décaissement relativement faible s'explique par le fait que plusieurs projets sont encore aux premiers stades, ainsi que par la complexité opérationnelle inhérente aux contextes de fragilité et de conflit, qui représentent 60% du portefeuille actuel.

14. S'agissant de la ventilation des investissements par type de projet, l'irrigation occupe le premier rang (44,4%), suivie du développement agricole (22,2%). Viennent ensuite les services de crédit et financiers, le développement rural, et le stockage et la transformation, qui sont sur un pied d'égalité (11,1%). L'ASAP+ a mené deux missions de supervision au cours de cette période, et les premiers résultats sur le terrain sont prometteurs.
15. Une nouvelle approche de programmation a également été élaborée pour l'ASAP+ sur la base des orientations fournies par le comité consultatif en octobre, et a été distribuée aux fins de la communication d'observations. Elle dénote un virage stratégique visant à améliorer l'exécution et la réactivité dans les contextes de fragilité et de conflit, et met l'accent sur les investissements favorables à la biodiversité, le lien entre l'égalité femmes-hommes, la nutrition et le climat, et les innovations économiques et financières accrues afin d'accroître la participation du secteur privé.
16. Le tableau 3 présente les cibles de résultat globales pour les projets approuvés relevant de l'ASAP+. Les résultats globaux des projets et l'atteinte des cibles correspondantes continueront de s'améliorer lorsque les projets passeront du stade du démarrage au stade de la programmation en 2025.

Tableau 3

Cibles de résultat des projets par rapport aux indicateurs du Cadre de gestion des résultats de l'ASAP+*

Résultats de l'ASAP+ par ordre de priorité	Résultats de l'ASAP+ au niveau du portefeuille mondial	Indicateurs d'évaluation des résultats du portefeuille	Cible fixée à la conception	Résultats à ce jour
Objectif général	Membres de ménages de petits exploitants pauvres ayant reçu un appui pour faire face aux effets des changements climatiques (portée)	1	Nombre de membres de ménages de petits exploitants pauvres dont la résilience climatique a été renforcée	964 757 personnes 21 644 personnes
Effet direct 1	Domaine de l'effet direct 1. Accroître la résilience des ménages vulnérables face aux effets des changements climatiques sur leur sécurité alimentaire et leur état nutritionnel, en mettant l'accent sur les femmes, les jeunes, les peuples autochtones et les personnes handicapées en milieu rural	2	Nombre de personnes/ménages faisant état de l'adoption de technologies et de pratiques écologiquement viables et résilientes face aux changements climatiques [indicateur de base 3.2.2]	22 112 ménages 123 681 personnes
		3	Nombre de personnes/ménages faisant état d'une diminution importante du temps consacré à la collecte d'eau et de combustible [indicateur de base 3.2.3]	8 313 ménages 37 945 personnes

<i>Résultats de l'ASAP+ par ordre de priorité</i>	<i>Résultats de l'ASAP+ au niveau du portefeuille mondial</i>	<i>Indicateurs d'évaluation des résultats du portefeuille</i>		<i>Cible fixée à la conception</i>	<i>Résultats à ce jour</i>
Effet direct subsidiaire 1.1	Amélioration de l'accès à des aliments et produits nutritifs issus de systèmes agricoles favorisant la biodiversité	4	Nombre de personnes/ménages appuyés pour accroître la diversité des espèces et variétés cultivées	508 ménages 3 000 personnes	
Effet direct subsidiaire 1.2	Renforcement des capacités humaines de gestion des risques climatiques	5	Nombre de personnes/groupes qui reçoivent un appui aux fins de la gestion durable des ressources naturelles et des risques liés au climat [indicateur de base 3.1.1]	20 864 groupes	43 groupes
		6	Nombre de personnes ayant reçu des services d'information climatique	3 000 personnes	4 183 personnes
Effet direct subsidiaire 1.3	Intensification d'une gestion des terres et des ressources naturelles à l'épreuve des changements climatiques	7	Nombre d'hectares exploités de manière à renforcer la résilience climatique [indicateur de base 3.1.4/ASAP 4]	513 244 hectares	
Effet direct subsidiaire 1.4	Services et infrastructures à l'épreuve des changements climatiques	8	Nombre de personnes/ménages bénéficiant d'une meilleure disponibilité de l'eau et/ou d'une plus grande efficacité de la gestion de l'eau à des fins de production [ASAP 5b, modifié]	3 213 hectares 132 622 personnes	
		9	Valeur des infrastructures rurales, nouvelles ou déjà en place, rendues résilientes face aux changements climatiques (en USD) [ASAP 7a]	26 000 (en milliers d'USD)	
		10	Pistes rurales nouvelles ou existantes rendues résilientes aux changements climatiques, en kilomètres [ASAP 7b]	10 kilomètres	
Effet direct subsidiaire 1.5	Renforcement des cadres stratégiques relatifs à l'agriculture paysanne résiliente face aux changements climatiques	11	Nombre de lois, stratégies, réglementations ou politiques existantes ou nouvelles sur les changements climatiques et les secteurs agricoles proposées aux responsables politiques pour approbation, ratification ou modification	5	
Effet direct 2	Réduction des émissions grâce à des interventions bénéfiques pour tous, qui apportent de grands avantages en matière de développement, en particulier pour les groupes marginalisés et souffrant d'insécurité alimentaire	12	Émissions de gaz à effet de serre évitées ou stockées (en tonnes d'équivalent carbone) [indicateur de base 3.2.1]	1 842 433	

Résultats de l'ASAP+ par ordre de priorité	Résultats de l'ASAP+ au niveau du portefeuille mondial	Indicateurs d'évaluation des résultats du portefeuille		Cible fixée à la conception	Résultats à ce jour
Effet direct subsidiaire 2.1	Disponibilité accrue de perspectives de développement à faibles émissions	13	Nombre de personnes ayant accès à des technologies contribuant au stockage du carbone ou à la réduction des émissions de gaz à effet de serre [indicateur de base 3.1.3]	3 540 personnes	
		14	Nombre de personnes qui occupent des emplois verts nouveaux ou existants	-	

* Les informations présentées comprennent des données relatives à des projets dont la conception a été achevée et qui peuvent donc être considérées comme définitives, à l'exception des ajustements apportés aux cibles au cours de l'exécution, et à d'autres projets dont la conception est en cours et qui doivent donc être considérées comme provisoires.

D. Situation du fonds fiduciaire de l'ASAP

17. Le tableau 4 présente la situation financière du fonds fiduciaire de l'ASAP au 31 décembre 2024.

Tableau 4
Situation financière du fonds fiduciaire de l'ASAP

				Contributions reçues	Estimation de la contribution reçue	Total général reçu + estimation de la contribution à recevoir
	État Membre	Monnaie locale (en milliers)	Année	(en milliers d'USD)	(en milliers d'USD)	(en milliers d'USD)
Contributions complémentaires	Belgique	6 000 EUR	2012	7 855	0	7 855
ASAP1	Canada	19 849 CAD	2012	19 879	0	19 879
	Finlande	5 000 EUR	2014	6 833	0	6 833
	Norvège	63 000 NOK	2013/2014/2015	9 240	0	9 240
	Pays-Bas (Royaume des)	40 000 EUR	2012	48 581	0	48 581
	Royaume-Uni	147 523 GBP	2012/2013/2014	202 837	0	202 837
	Suède	30 000 SEK	2013	4 471	0	4 471
	Suisse	10 000 CHF	2013	10 949	0	10 949
	Total partiel			310 645		310 645
Fonds supplémentaires						
ASAP1	Département flamand des affaires étrangères	2 000 EUR	2014	2 380	0	2 380
	République de Corée	3 000 USD	2015	3 000	0	3 000
	Total partiel			5 380		5 380
	Total ASAP1			316 025		316 025
ASAP2	Norvège	80 000 NOK	2016	9 550	0	9 550
	Suède	50 000 SEK	2016	5 904	0	5 904
	France	300 EUR	2019	335	0	335
	Total ASAP 2			15 789		15 789
ASAP+	Fonds du Qatar pour le développement	500 USD	2020	500	0	500
	Autriche	2 000 EUR	2020	2 437	0	2 437
	Irlande	4 000 EUR	2021	4 702	0	4 702

Suède	100 000 SEK	2021	11 018	0	11 018
Allemagne	32 000 EUR	2021/2022	29 561	6 157	35 718
Danemark	190 000 DKK	2021/2023	28 170	0	28 170
Norvège	100 000 NOK	2022	9 881	0	9 881
Total ASAP+			86 269	6 157	92 426
Total			418 083		424 240

Synthèse des engagements pris au titre de FIDA12 concernant les thématiques transversales*

Mesure contrôlable	Date d'achèvement prévue	État d'avancement	Bilan au 31 décembre 2024
1. Porter la proportion cible des financements climatiques à 40% du programme de prêts et dons pour FIDA12.	Quatrième trimestre 2024	Achevé	49%
2. Présenter au Conseil d'administration la stratégie du FIDA sur la biodiversité.	Quatrième trimestre 2021	Achevé	Stratégie pour la biodiversité approuvée
3. Élaborer des initiatives d'agrobiodiversité pour améliorer la gestion et la restauration des écosystèmes aquatiques ou terrestres.	Quatrième trimestre 2022	Achevé	L'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture et le Centre international de recherche en agroforesterie (CIRAF) ont organisé des manifestations axées sur la biodiversité agricole et ont contribué à l'établissement d'un bilan des activités du FIDA en agroforesterie en vue de stimuler les investissements. L'agroforesterie est prise en compte dans plus de 20% des projets du FIDA ayant fait l'objet d'une enquête entre 2011 et 2021, et constitue la solution fondée sur la nature qui revient le plus souvent dans le financement de telles solutions (représentant 28% du financement de l'action climatique). Des projets récents tels que le Projet d'innovation dans les filières au service d'une transformation durable des communautés bénéficiant de la réforme agraire (VISTA - Philippines), le Projet d'amélioration de la sécurité alimentaire par l'agriculture durable, le développement de l'économie locale et des régimes alimentaires sains (EFOSE - Haïti), le Projet de développement vert dans le Hunan (Hunan Green Development Project HGDP - Chine), le Projet d'élargissement de l'arboriculture – phase II (Tree Crops Extension Project II TCEPII (Libéria) et le Projet de développement inclusif de la petite agriculture de montagne dans le Nord-Ouest de la Tunisie (DINAMO - Tunisie) ont mis l'accent sur l'agrobiodiversité.

* Données relatives à la conception fondées sur le tableau de bord d'ODE sur les thématiques transversales

Mesure contrôlable	Date d'achèvement prévue	État d'avancement	Bilan au 31 décembre 2024
			Les fonds supplémentaires comprennent une enveloppe de 52,5 millions d'EUR accordée par l'Union européenne au Programme d'investissement en faveur de la résilience des moyens d'existence et de la bonne santé des sols dans les pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique, et une enveloppe de 20,2 millions d'EUR (dont une contribution de 5 millions d'EUR de la Belgique) en faveur du Programme mondial pour les petits producteurs agroécologiques et la transformation durable des systèmes alimentaires. Ces deux programmes accordent une grande importance à l'agrobiodiversité. Les programmes relevant du Fonds vert pour le climat, du Fonds pour l'adaptation et du Fonds pour l'environnement mondial soutiennent la restauration des écosystèmes et les investissements en faveur de la biodiversité. L'initiative Vision pour des cultures et sols adaptés (VACS) accroît la diversité des espèces cultivées et améliore la santé des sols.
4. Veiller à ce que 35% des nouveaux projets d'investissement soient conçus dans le but de transformer les rapports femmes-hommes.	Quatrième trimestre 2024	Achevé	51%
5. Capacités en matière d'action climatique: 90% des projets ont été conçus de manière à renforcer les capacités d'adaptation.	Quatrième trimestre 2024	Non complètement achevé	84%
6. Faire en sorte que 60% des nouveaux projets d'investissement accordent une priorité explicite à la jeunesse et à l'emploi des jeunes.	Quatrième trimestre 2024	Achevé	70%
7. Veiller à ce que 60% des nouveaux projets d'investissement tiennent compte des enjeux nutritionnels au stade de la conception.	Quatrième trimestre 2024	Achevé	60%
8. Soumettre à l'approbation du Conseil d'administration une mise à jour de la politique relative à l'action du FIDA aux côtés des peuples autochtones.	Deuxième trimestre 2022	Achevé	Approuvé: EB 2022/137/R.6

Mesure contrôlable	Date d'achèvement prévue	État d'avancement	Bilan au 31 décembre 2024
9. Veiller à ce qu'au moins 10 nouveaux projets ciblent en priorité les peuples autochtones.	Quatrième trimestre 2024	Achevé	14 projets
10. Reconstituer le Mécanisme d'assistance pour les peuples autochtones, notamment en mobilisant des ressources supplémentaires auprès d'autres partenaires.	Quatrième trimestre 2022	Achevé	En 2023, le FIDA a approuvé un financement de 2,5 millions d'USD sous forme de don ordinaire pour compléter la contribution de l'Agence suédoise de coopération internationale au développement et a mobilisé une enveloppe supplémentaire de 2,9 millions d'USD auprès de l'Agence norvégienne de coopération pour le développement (NORAD). En outre, un montant de 400 000 USD a été mobilisé auprès du Programme élargi d'adaptation de l'agriculture paysanne (ASAP+).
11. Présenter au Conseil d'administration une stratégie relative aux personnes handicapées.	Deuxième trimestre 2022	Achevé	Approuvé: EB 2022/137/R.7
12. Veiller à ce que les personnes handicapées constituent un groupe cible prioritaire dans au moins cinq nouveaux projets.	Quatrième trimestre 2024	Achevé	Le FIDA a dépassé la cible, sept projets ciblant en priorité les personnes handicapées au Brésil, en Colombie, en Équateur, en Éthiopie, à Madagascar, au Mali et en République démocratique du Congo Éthiopie.
13. Revoir la Politique du FIDA en matière de ciblage afin de mieux tenir compte des priorités au chapitre de l'intégration des thématiques transversales et de l'inclusion sociale (peuples autochtones et personnes handicapées).	Quatrième trimestre 2022	Achevé	Approuvé: EB 2023/138/R.3
14. Renforcer la communication sur les thématiques transversales et les engagements à cet égard en établissant un rapport annuel indépendant et complémentaire au RIDE.	Troisième trimestre 2023	Achevé	Deux RIME ont été publiés en 2023 et 2024.

Summary of key terms related to IFAD mainstreaming priorities

Targeting	IFAD's definition of targeting has both strategic and operational meanings. - Strategically, targeting relates to resource allocation to ensure that funds are programmed in a way that is consistent with IFAD's mandate. The focus of this Policy is on targeting within country programmes and informing new and existing corporate initiatives. Allocation of resources across countries through the performance-based allocation system and the Borrowed Resources Access Mechanism is not addressed here. - Operationally, poverty targeting is traditionally defined as the process by which resources are directed to people defined as poor based on eligibility criteria (such as geographic targeting, self-targeting and direct targeting). IFAD expands this to encompass the broad set of actions – including all aspects of design and implementation – that include or exclude individuals from project interventions and ensure that IFAD's investment projects are relevant and effective in reaching, benefiting and empowering the target group. IFAD's target group are people living in poverty in rural areas as well as vulnerable populations at risk of falling into poverty in rural geographies, with a continuing priority on the poorest and most excluded, including those who are food insecure.
Climate finance	A project with climate finance aims at increasing climatic resilience by actively tackling identified climatic vulnerabilities through adaptation and mitigation measures in response to country needs and Nationally Determined Contributions (NDCs). IFAD has adopted the internationally recognized MDB Methodologies for Tracking Climate Change Adaptation and Mitigation Finance (hereafter: the MDB Methodologies). The metric for this target is Climate-focused PoLG (percentage) and is measured as United States dollar value reported as a percentage share of total IFAD approvals, calculated based on the internationally recognized MDB Methodologies for Climate Change Adaption and Mitigation Tracking. Climate finance is calculated at design, based on the final cost tables and project design reports of approved IFAD operations.
Adaptation finance	There are separate methodologies for calculating adaptation and mitigation finance. Climate change adaptation aims to reduce the risks or vulnerabilities posed by climate change and to increase resilience to the adverse impacts of climate change. Identification of adaptation finance is a result of a three-step process and thus, for a project's finance to be counted either fully or partially as adaptation finance, the project must meet each of the following three steps: - Set out the project's context of vulnerability to climate change; - Make an explicit statement of intent to address this vulnerability as part of the project; and - Articulate a clear and direct link between the vulnerability and the specific project activities. The metric for this target is Projects designed to build adaptive capacity (percentage) and is measured as a percentage of IFAD projects that include activities aiming to build climate-related

	adaptive capacity across multiple dimensions (e.g. increasing incomes; improved access to productive resources; empowerment of vulnerable groups). This indicator is measured at design, based on the project design reports of approved IFAD operations.
Mitigation finance	Climate change mitigation reduces or limits greenhouse gas (GHG) emissions or sequesters carbon to mitigate climate change. However, not all activities that reduce GHG emissions are eligible to be counted towards MDB mitigation finance, which is based on a list of activities that are compatible with low-emission pathways. Mitigation finance tracking is built on the Common Principles for Climate Change Mitigation Finance Tracking developed jointly by the MDBs and the International Development Finance Club (IDFC). This methodology is refined over time, to iteratively increase ambition and enhance alignment with the goals of the Paris Agreement, especially on keeping anthropogenic climate change to “well below” 2 degrees Celsius above pre-industrial levels. As a precondition for attributing mitigation finance to an IFAD project, IFAD requires an ex-ante GHG assessment to prove that the project overall has the potential to be a net sink of GHG emissions, compared to the without-project scenario. Though some interventions can achieve adaptation and mitigation objectives jointly, the activities and outcomes of adaptation are context-specific, while mitigation has a global component.
Nature –based solutions finance	Nature-based solutions are defined by the International Union for Conservation of Nature (IUCN) as “actions to protect, sustainably manage, and restore natural and modified ecosystems that address societal challenges effectively and adaptively, simultaneously benefiting people and nature”. UNEA-5 recognises in its proceedings that “nature-based solutions [...] can improve action for adaptation and resilience to and mitigation of climate change and its impact”. At the 2021 IUCN World Congress, IFAD committed that by 2030, at least 30% of IFAD’s climate finance will also support nature-based solutions (NbS). Starting in IFAD 13, NbS finance is measured for all projects validated as building climate resilience in the project specific context and location and thus include climate finance. Climate adaptation and mitigation activities are screened against the NbS taxonomy of eligible activities.
Building adaptive capacity	This new indicator shows that while IFAD climate finance regards only activities specifically aimed at addressing climate change, the majority of IFAD projects address climate objectives. A project will automatically be flagged as building adaptive capacities provided that at least 15 per cent of the IFAD investment is validated as climate finance.
Gender mainstreaming	Gender mainstreaming is the process by which reducing the gaps in development opportunities between women and men and working towards equality between them become an integral part of the organization’s strategy, policies and operations.
Gender transformative	A gender transformative¹ project actively seeks to address the root causes of existing gender inequalities including persistent discriminatory social norms, practices, attitudes, beliefs and value systems that represent structural barriers to women’s and girls’ inclusion and empowerment. Criteria that also apply to a “gender mainstreamed” project (a subset of “gender transformative” projects) are not marked with an asterisk. Criteria that go beyond “gender mainstreaming” and help to identify a “gender transformative” project are marked with an

¹ <https://openknowledge.fao.org/server/api/core/bitstreams/821502e3-f7ae-449b-b432-11abd1a5bb87/content>.

	asterisk. Note that the IFAD12 RMF only formally tracks “gender transformative” projects approved. It is obligatory for gender-transformative projects to report on the IFAD empowerment index, which is based on IFPRI’s project level Women’s Empowerment in Agriculture Index (pro-WEAI). This indicator is measured at design, based on a range of design criteria verified in the project design reports of approved IFAD operations.
Nutrition-sensitive	A nutrition-sensitive project addresses the underlying causes of malnutrition related to inadequate household nutrition and food security, to ensure that acceptable, diverse, nutritious and safe foods – adequate to meet the dietary needs of people of all ages – are available and affordable at all times. It includes a nutrition-sensitive agricultural pathway embedded in the project’s theory of change, with explicit nutrition objectives, integrated activities (such as for example production diversification; production of nutrient-dense crops; improvements in processing, storage and preservation of diversified, nutritious foods; nutrition education; and women and youth empowerment) and indicators to monitor and measure results achievement.
Youth-sensitive	A youth-sensitive project generates long term youth employment opportunities and/or entrepreneurship by addressing context-specific challenges and potentials of rural youth. This can be reached by various means, especially by providing a balanced mix of activities that support youth access to assets, skills, and services.
Disability inclusion	A project that includes Persons with Disabilities as a priority target group aims to advance the social, economic, and/or political inclusion of persons with disabilities in rural areas. This is done using a “twin-track approach”, meaning that these projects (a) introduce broader disability inclusion mainstreaming measures alongside (b) providing targeted support to empower persons with disabilities².
Prioritizing Indigenous Peoples	A project that includes Indigenous Peoples as a priority target group is located in areas home to Indigenous Peoples and showcases pathways to Indigenous Peoples’ socio/economic empowerment. It enhances their livelihoods building on their cultural heritage and identity as assets, such as by promoting self-determination (Free, Prior and Informed Consent), traditional knowledge and food systems, tenure security, resilience of Indigenous Peoples’ ecosystems, recognition of their role as stewards of natural resources and biodiversity, inclusive income generation and market access alongside women’s empowerment³.

² UN Disability Inclusion Strategy (UNDIS).

³ This is done in line with the IFAD Policy on Engagement with Indigenous Peoples and Standard 4 of SECAP 2021.

In focus: Detailed review of IFAD's mainstreaming effectiveness

A. ENVIRONMENT AND CLIMATE (INCLUDING BIODIVERSITY)

International context

1. In 2024, climate threats to rural development intensified. Developing countries require an estimated US\$212 billion annually through 2030 for adaptation—nearly four times current flows⁴. Yet little global climate finance reaches small-scale farmers and bridging this gap would require US\$75 billion⁵ annually to protect livelihoods and build resilience. Stalling adaptation efforts and compounding risks leave vulnerable communities exposed, while the economic cost of climate inaction could reach 10% of global GDP—and up to 17% in low-latitude, low-income countries⁶.
2. Biodiversity loss remains a systemic threat. In October 2024, leading scientists warned of nearing irreversible ecological thresholds⁷. Ecosystem degradation, costing up to US\$10 trillion annually, is undermining agriculture, fisheries, and health⁸. Yet biodiversity finance is growing: MDB loans for biodiversity doubled (2022–2023); The Taskforce on Nature-related Financial Disclosures (TNFD) was adopted by institutions managing US\$15.9 trillion in assets; and private nature finance grew from US\$9.4 billion to over US\$102 billion in four years⁹. Instruments like green bonds and payments for ecosystem services are expanding.

Strategic orientation

3. IFAD is scaling up concessional finance and in-country support for climate-vulnerable and fragile contexts, with adaptation fully mainstreamed across investments through a blend of ODA and climate finance. Building on strong performance in climate-resilient agriculture and growing biodiversity investments guided by the 2022–2025 Biodiversity Strategy and updated SECAP, IFAD will develop an integrated Climate, Environment and Biodiversity Strategy in 2025. This strategy, shaped through consultations with Member States, will enhance synergies across technical areas to boost impact, efficiency, and co-benefits for food systems, nature, and climate action.

Examples of partnerships and cooperation

Mobilizing Global Climate Finance

4. IFAD continued to mobilize resources from the Green Climate Fund (GCF) and Global Environment Facility (GEF) to amplify its projects' impact¹⁰. For instance, in 2024 IFAD helped launch the Africa Integrated Climate Risk Management Programme (AICRM) in seven Sahel countries (Burkina Faso, Chad, Mali, Mauritania, Niger, Senegal, Gambia) in partnership with GCF, the African Development Bank, Africa Risk Capacity, and WFP. This six-year program (2023–

⁴ <https://qca.org/wp-content/uploads/2024/04/State-and-Trends-in-Climate-Adaptation-Finance-2024.pdf>

⁵ <https://www.ifad.org/en/w/news/cop29-new-climate-finance-goal-must-empower-small-scale-farmers-to-help-feed-the-world>

⁶ <https://www.nature.com/articles/s41467-024-45781-v>

⁷ <https://www.theguardian.com/environment/2024/oct/21/humanity-earth-natural-limits-biodiversity-warning-cop16-conference-scientists-academics>

⁸ <https://www.who.int/news-room/fact-sheets/detail/biodiversity>

⁹ <https://www.unepfi.org/themes/ecosystems/private-finance-for-nature-surges-to-over-102-billion/>

¹⁰ <https://www.ifad.org/en/climate#:~:text=,building%20rural%20people%E2%80%99s%20adaptive%20capacity>

2029) pools US\$143.4 million (including an \$82.85 million GCF grant) to strengthen millions of farmers' resilience in the Great Green Wall region¹¹.

5. In September 2024, IFAD and Rwanda launched RDDP II, a US\$100.4 million climate-smart dairy project promoting sustainable practices across 27 districts. Co-financed by partners including the OPEC Fund, GCF, and Heifer International, it showcases IFAD's role in leveraging blended finance for inclusive, climate-resilient rural development.

Advocating for Breakthroughs in Global Policy

6. **In 2024, IFAD actively engaged in key global policy forums on climate, biodiversity, and land restoration.** At COP29 countries agreed to a New Collective Quantified Goal, tripling climate finance for developing countries to US\$300 billion per year by 2035. This echoed IFAD President Alvaro Lario's advocacy¹² for urgent increases in smallholder-focused adaptation finance. At COP16 (UNCCD), IFAD reaffirmed commitments to land restoration through nature-based approaches and Rio Convention alignment. IFAD also supported participation in CBD COP16, the IFAD Farmers' Forum, and EU-funded biodiversity action with farmers' organizations.

Advancing Regional Programs and Ecosystem-Based Solutions

7. **A regional program in support of the Great Green Wall was launched in 2024.** Supported by the GCF IGREENFIN programme and the GEF LDCF fund, the initiative facilitates knowledge exchange and best practice adoption across 11 countries, with over US\$600 million in IFAD investments.
8. **IFAD secured its first Global Biodiversity Framework Fund (GBFF) project.** The US\$5 million grant will be blended with Pro-Camelidos II in Bolivia, supporting biodiversity-positive grassland restoration with a focus on Indigenous Peoples.

Catalyzing Private Sector Engagement and Innovative Finance

9. During IFAD12, the Fund forged alliances to unlock new sources of climate finance. In 2024, IFAD partnered with the Climate Bonds Initiative to co-develop green bond-aligned frameworks and guarantees, linking smallholders to impact investors and climate risk insurance tools¹³ to drive sustainable investment for rural transformation¹⁴. The collaboration introduces innovative instruments – for example, developing partial credit guarantees and a Rural Transformation Financial Framework aligned with CBI's green bond standards¹⁵. The goal is to mobilize private capital for climate resilience by developing green taxonomies and investable agricultural projects.

Strengthening Civil Society and South–South Collaboration

10. In June 2024, IFAD and the OPEC Fund for International Development signed a new cooperation agreement to expand joint financing of climate-resilient rural projects¹⁶. The OPEC Fund – a longstanding partner that has co-financed over US\$1 billion across 120+ IFAD projects– committed to boost co-financing for food security and climate adaptation, bringing additional resources to smallholders.

¹¹ <https://www.ifad.org/en/w/news/ifad-and-partners-to-build-resilience-of-smallholder-farmers-to-climate-change-impacts-in-seven-sahelian-countries#:~:text=Through%20this%20new%20programme%2C%20IFAD,Niger%2C%20Senegal%20and%20The%20Gambia>

¹² <https://www.devex.com/news/cop29-countries-agree-to-triple-climate-finance-for-developing-nations-107345>

¹³ <https://www.ifad.org/en/web/latest/-/ifad-and-climate-bonds-initiative-partner-to-drive-sustainable-investment-for-rural-transformation>

¹⁴ <https://www.climatebonds.net/resources/press-releases/2024/06/climate-bonds-initiative-and-ifad-united-nations-join-forces#:~:text=Rome%2FLondon%2C%20,climate%20resilience%20and%20sustainable%20agriculture>

¹⁵ <https://www.climatebonds.net/resources/press-releases/2024/06/climate-bonds-initiative-and-ifad-united-nations-join-forces#:~:text=The%20two%20organisations%2C%20A0signed%2C%20A0a%20letter%20of,food%20sector>

¹⁶ <https://www.ifad.org/en/w/news/opec-fund-deepens-partnership-with-ifad-to-strengthen-food-security-and-climate-action#:~:text=Rome%2FVienna%2C%20June%2025%2C%202024%3A%20The,third%20of%20food%20worldwide>

11. **IFAD also continued working closely with fellow Rome-based agencies (FAO and WFP) and regional institutions.** For example, IFAD's partnership with African Risk Capacity (ARC) in the Sahel program provides climate risk insurance solutions¹⁷.
18. **IFAD strengthened engagement with producer organizations, youth, and Indigenous Peoples.** The latest IPAF cycle focused on climate and biodiversity, while a new ASAP financing window supported Indigenous and farmer groups. IFAD also integrated the Global Biodiversity Youth Network into its youth platform to support strategic initiatives.

Informing Climate Investment with Evidence

12. IFAD, in partnership with IISD, published cost-benefit studies on green infrastructure in Kenya and Eswatini, launched at COP16. In 2024, IFAD also approved the CAPEO grant to enhance environmental and climate data through collaboration with global partners.

Achievements against IFAD12 commitments and action plan KPIs

13. IFAD has invested US\$1.6 billion in climate finance and secured over US\$1 billion in additional funds from the GCF, AF, GEF, and ASAP. As of 2025, 84 per cent of projects build adaptation capacity¹⁸ (6 per cent short of target), and 90 per cent are rated moderately satisfactory or better on environment and climate (meeting 100 per cent of the target). Nearly 953,000 households have adopted sustainable and climate-resilient practices—272 per cent of target—and IFAD operations are carbon negative, with 27.3 million tons of CO₂e avoided or sequestered.
14. Under IFAD12, biodiversity has been firmly integrated into IFAD's operations. As of December 2024, 90% of the Biodiversity Strategy's results framework is implemented. A 2024 portfolio review found that 25% of climate finance supports nature-based solutions (NbS), with 87% of mitigation finance NbS-driven. IFAD developed key tools, including a biodiversity standard under SECAP, a core indicator, and a system for tracking NbS finance. Supplementary funding was mobilized for agroecology, notably €52.5 million from the EU for ACP countries and €20.2 million for a global agroecology programme. IFAD has also elevated its profile in global biodiversity forums and technical groups, while internal learning is accelerating, with 140+ staff engaged, 25+ events held, and key knowledge products shared via the Operations Academy. IFAD adopted its first biodiversity strategy and as of December 2024, 90% of its result framework is implemented.

Highlights

15. IFAD exceeded its climate finance goals during IFAD12. Over US\$1.28 billion was invested in projects helping small-scale farmers adapt to climate change in 2022–2024 – 47% of IFAD's portfolio, above the 40% target¹⁹. Climate-focused spending accelerated, with US\$502.7 million disbursed for adaptation/mitigation in 2022–2023 and over US\$750 million in 2024 alone, reflecting a major scale-up²⁰. This financing helped integrate climate resilience into IFAD-supported agricultural and rural development projects worldwide.

¹⁷ <https://www.ifad.org/en/w/news/ifad-and-partners-to-build-resilience-of-smallholder-farmers-to-climate-change-impacts-in-seven-sahelian-countries#:~:text=Through%20this%20new%20programme%2C%20IFAD,Niger%2C%20Senegal%20and%20The%20Gambia>

¹⁸ To qualify as climate adaptive, projects must have at least 15 per cent of financing dedicated to climate change adaptation activities.

¹⁹ <https://www.ifad.org/en/w/news/2024-climate-action-report-ifad-expands-it-climate-finance-for-more-resilient-rural-populations#:~:text=both%20increased%20and%20exceeded%20its,set%20at%2040%20per%20cent>

²⁰ <https://www.ifad.org/en/w/news/2024-climate-action-report-ifad-expands-it-climate-finance-for-more-resilient-rural-populations#:~:text=both%20increased%20and%20exceeded%20its,set%20at%2040%20per%20cent>

16. IFAD elevated climate adaptation across its programs as part of food systems transformation. At COP29, IFAD released its Climate Action Report 2024 “Green Horizons”, showcasing enhanced support for rural resilience²¹.

Challenges

17. The global adaptation gap remains vast—US\$75 billion annually²²—with smallholders receiving only a fraction of available finance. The 2024 MOPAN report urges IFAD to sharpen its strategic focus and scale up partnerships and country presence to match its growing climate ambition. Fragile contexts pose additional challenges: project designs often predate conflict, lack contingency plans, and struggle to adapt—leading to persistent implementation issues. When overall project performance falters, mainstreaming themes—especially those representing a small share of the focus—are frequently deprioritized.

Key lessons

18. Leveraging climate finance through existing investments delivers greater impact than standalone projects. In Ethiopia, adding US\$11 million to an irrigation programme unlocked over US\$100 million in co-financing and exceeded climate resilience targets—highlighting the value of scaling through established platforms.²³ Common definitions for NbS, agroecology, regenerative and climate-smart agriculture would improve design consistency. Dedicated windows (e.g., GEF-8, GBFF) enhance biodiversity visibility in project design.
19. Further lessons from 2024 were synthesised in a publication assessing impact of the ASAP²⁴ programme.

Way Forward

20. Leverage To enhance impact, IFAD should leverage CAPEO and emerging technologies—including GIS, AI, and blockchain—for improved project design and monitoring. Expanding private sector engagement through blended finance and clear taxonomies is also key, building on successful models such as [water funds projects](#) and the [GEF Food System Integrated Programme](#).

IFAD13 outlook

19. Under IFAD13, a resource mobilization target of US\$2 billion is set to support a US\$10 billion programme of work, reaching 100 million people. At least 45 per cent of investments will target climate finance, while Additional Climate Contributions (ACCs) will boost predictable adaptation funding for vulnerable communities.

²¹ <https://www.ifad.org/en/w/news/2024-climate-action-report-ifad-expands-it-climate-finance-for-more-resilient-rural-populations#:~:text=IFAD%E2%80%99s%20Climate%20Action%20Report%202024%2C,ecosystems%2C%20and%20promote%20sustainable%20agriculture>

²² <https://www.ifad.org/en/w/news/cop29-2024-united-nations-climate-change-conference#:~:text=Yet%2C%20they%20receive%20less%20than,the%20world%27s%20most%20vulnerable%20populations>

²³ <https://www.ifad.org/en/w/explainers/6-lessons-learned-from-a-decade-of-climate-adaptation#:~:text=Luckily%2C%20driving%20climate%20adaptation%20in,at%20scale%20and%20maximize%20impact>

²⁴ <https://www.ifad.org/en/w/explainers/6-lessons-learned-from-a-decade-of-climate-adaptation#:~:text=Luckily%2C%20driving%20climate%20adaptation%20in,at%20scale%20and%20maximize%20impact>

B. NUTRITION

International context

1. The triple burden of malnutrition—underweight, micronutrient deficiencies, and overweight—now affects both high- and low-income countries. Globally, over 3 billion people suffer from poor-quality diets, and more than 2 billion lack essential vitamins and minerals, undermining health, development, and economic potential. Ironically, rural areas—where much food is produced—are among the most food-insecure, with many small-scale producers themselves facing malnutrition.
2. In response, IFAD draws on its dual role as a UN agency and international financial institution to help governments build sustainable, resilient food systems. Through nutrition-sensitive investments tailored to national contexts, IFAD supports improved rural diets—especially for small-scale producers, family farmers, women, youth, Indigenous Peoples, and crisis-affected communities. Partnerships with nutrition stakeholders, civil society, and the private sector are key to this effort.

Strategic orientation

3. The updated Targeting Policy underscores the multidimensional nature of poverty, including food insecurity and malnutrition, and reinforces IFAD's people-centred, life-cycle approach. It prioritizes nutritionally vulnerable groups—especially children, adolescent girls, and women of reproductive age, including pregnant and lactating women. The policy also calls for the use of food security and nutrition indicators to better profile rural populations in IFAD's diagnostic and operational frameworks.
4. Guided by its Action Plan on Mainstreaming Nutrition-Sensitive Agriculture (2019-2025), IFAD adopted a multisectoral approach to optimize the complementary contributions that food and agriculture can make to improve nutrition, including by engaging with partners with expertise in other sectors, particularly health, education water and sanitation.

Achievements against IFAD12 commitments and action plan KPIs

20. IFAD met the corporate commitment of 100 per cent Country Strategic Opportunities Programmes (COSOPs) designed as nutrition sensitive. With 60 per cent of new designs validated as nutrition-sensitive, IFAD met its IFAD12 corporate commitment. Key achievements include targeted nutrition support to 3.3 million people or households; 66 per cent of projects reviewed at mid-term and 82 per cent of supervised projects scored 4 or above on nutrition. The percentage of women reporting minimum dietary diversity reached 52 per cent, exceeding the 25 per cent target. IFAD organized webinars and regional deep dives to share lessons from nutrition-sensitive projects, which are now informing new COSOPs and IFAD13 project designs. A roster of 60 validated nutrition consultants was also finalized and launched

Highlights

21. IFAD hosted a regional workshop on nutrition-sensitive agriculture in Asia-Pacific, bringing together diverse development professionals to share best practices and strengthen capacity in designing agri-projects that integrate nutrition alongside climate and income objectives.
22. On 22 May in Dhaka, IFAD launched the Smallholder Agricultural Competitiveness Project – Diversified Resilient Agriculture for Improved Food and Nutrition Security (SACP-RAINS). The workshop focused on integrating nutrition across the agricultural value chain to strengthen resilience and improve nutrition outcomes for 670,000 smallholder farmers in climate-vulnerable regions.

Challenges

5. At the operational level, key barriers include weak integration of nutrition in project theories of change and a lack of baseline nutrition data to inform evaluations. Institutionally, nutrition is often perceived as an added burden by project delivery teams and client governments, hindering its systematic uptake.

Key lessons

6. Success was driven by early involvement of a nutrition specialist in project design, targeted capacity building through nutrition labs, and strong advocacy by ECG project delivery team members. Effective onboarding of dedicated nutrition experts within PMUs, timely start-up packages, and tailored technical support further accelerated implementation. Strategic partnerships with UN agencies and NGOs brought in critical expertise, while providing Country Directors with early-stage nutrition analyses and ready-to-use talking points helped strengthen policy dialogue during COSOP preparation.

Actions required to enhance/improve performance

7. **At an operational level,** nutrition should be fully integrated into the theory of change in project designs, with mandatory budget allocations detailed in every AWP/B and nutrition interventions starting in the first year of implementation. Start-up packages must include clear guidance on nutrition interventions and measurement. A centralized database of firms, surveys, and tools should be developed to support PMUs in tracking nutrition impact. To improve the accuracy of results reporting, nutrition ratings should be removed from non-nutrition-sensitive projects at midterm review, while mandatory ratings should be applied at project completion for nutrition-sensitive interventions.
8. **At the institutional level,** IFAD should strengthen internal leadership and advocacy for nutrition and social inclusion across divisions, ensuring these priorities are championed consistently. In parallel, building a strong evidence base and value-for-money proposition is essential to increase borrower demand and commitment to nutrition interventions.

IFAD13 outlook

9. IFAD has met its IFAD12 nutrition commitments. Under IFAD13, 60 per cent of sovereign projects will be nutrition sensitive, aiming to reach 5 million people with improved nutrition. During this period, IFAD will also update its Nutrition Action Plan, setting ambitious targets for 2030 and beyond. The revised plan will align with IFAD13 priorities, including fragility, biodiversity, climate, and local private sector engagement, and will reinforce IFAD's vision for transforming food systems to improve nutrition and promote healthy diets.

C. GENDER EQUALITY AND WOMEN'S EMPOWERMENT

International context

1. The world is off track to achieve gender equality by 2030, highlighting the urgency of addressing persistent gaps. While women play a key role in agrifood systems—often more so than men—their participation and benefits remain unequal. Access to land, services, finance, and technology continues to lag, further constrained by discriminatory norms that limit women's agency and economic opportunities.

Strategic orientation

2. As part of IFAD13 commitments a new Gender Action Plan will be developed in 2025 in order to reinforce IFAD's work on gender equality and women's empowerment. Among others, this will take into account recommendations of the Independent Office of Evaluation's 2024 thematic evaluation on gender equality and empowerment to strengthen monitoring, and more clearly link gender to IFAD13 priorities such as fragility, climate, and private sector engagement. The evaluation's recommendation to update IFAD's Gender Policy will be assessed while developing the new Gender Action Plan.

Examples of strategic GEWE partnerships and cooperation

3. **The Global Initiative for Gender Transformative Approaches (GTAs) for Securing Women's Land and Resource Rights (WLRR)** is working to enhance women's land rights through the integration GTAs in rural development interventions. IFAD collaborated with a consortium comprised of Centre for International Forestry Research and World Agroforestry (CIFOR-ICRAF), International Food Policy Research Institute (IFPRI), and Alliance of Biodiversity International and International Centre for Tropical Agriculture (CIAT) to implement the WLRR initiative. This consortium piloted a process for designing and implementing GTAs across selected IFAD projects in six countries.
4. **The Gender Transformative Mechanism in Climate Adaptation (GTM)** is an innovative financing model designed to unlock funding and provide targeted support to empower rural communities - particularly women - and equip them with the resources, knowledge, and technologies needed to achieve gender equality and build resilience to climate change. Operated by IFAD since its establishment in 2021 and with funding support from the Gates Foundation, the GTM strengthens national systems, policies, and programmes to ensure long-term impact and harnesses results-oriented approaches to drive performance and enhance cost-effectiveness.
 - **In India**, GTM supports MAVIM, the State Women's Development Corporation of the Government of Maharashtra, in establishing a Centre of Excellence to promote a grassroots-led model of development and advocate for women's empowerment as a strategy for climate resilience.
 - **In Ethiopia**, the GTM applies a women-inclusive landscape approach to irrigation and natural resource management, behavioural change, and climate-smart inputs, technologies, and practices.
 - **In Burkina Faso**, GTM strengthens women's inclusion in climate resilient value chains with significant unmet market demand. Through tailored bundles of interventions, including access to land, large scale and long-term financial credit, and improved entrepreneurial and business skills.
 - Another key development is GTM's partnership-building with IFAD's climate finance team to engage climate funds and position IFAD as a leader at the gender-climate nexus. Through targeted support to selected "GTM-tagged" climate projects, GTM aims to boost GEWE programming within climate fund activities and achieve transformative results.
8. **The Joint Programme on Gender Transformative Approaches for Food Security and Nutrition (JP GTA)** implemented from 2019 to 2024 by the United Nations Rome-based Agencies (RBAs) – the Food and Agriculture Organization of the United Nations (FAO), the International Fund for Agricultural Development (IFAD) and the World Food Programme (WFP) with financial support from the European Union. The Programme was launched in response to a call at the 2016

High-level Event “Step It Up Together with Rural Women to End Hunger and Poverty” to promote approaches to tackle the underlying social and behavioral causes of gender inequalities. The JP GTA has successfully supported RBAs and their partners in embedding GTAs into policy dialogues, programmes, working modalities and institutional culture, while also strengthening inter-agency collaboration to advance gender equality and achieve zero hunger.

- The program conducted several diagnostic studies in 2024, including the **Diagnostic of Gender and Age Norms in Financial Inclusion** (a pilot study in five districts of Malawi), which explored the impact of social norms on women’s and youth’s financial inclusion, providing concrete recommendations for interventions to address existing inequalities.
- In 2024, the program published several knowledge products, including:
 - Technical Guidance Note: Rural Women and Financial Inclusion.
 - Step-by-Step Guide to Integrating a Gender-Transformative Approach Throughout the Project Cycle.
 - Theory of Change for Gender-Transformative Programming for Food Security, Nutrition, and Sustainable Agriculture (Technical Note).

9. **Joint Programme 'Accelerating Progress towards the Economic Empowerment of Rural Women' (JP RWEE):** The JP RWEE is a global initiative aimed at improving the livelihoods, rights, and resilience of rural women to advance sustainable development, the 2030 Agenda, and the SDGs. Led by FAO, IFAD, UN Women, and WFP the Programme is being implemented across Nepal, Niger, the Pacific Islands (Fiji, Kiribati, Solomon Islands, Tonga), Tanzania, Tunisia, and Rwanda for the period 2022 – 2027. In 2024, the programme reached 24,738 rural women and men across its four strategic outcomes, achieving 83% of the consolidated outreach target. This represents significant progress compared to 2023, when only 52% of the annual target (15,063 out of 28,900) was reached. This enhanced performance reflects strengthened coordination, accelerated implementation efforts, and deeper engagement with partners on the ground.

10. IFAD also actively participated in key global policy forums including the Commission on the Status of Women (CSW 68), the Commission on Food Security and Nutrition CFS that promoted the adoption of the voluntary guidelines on gender equality and the empowerment of women’s and girls, and COP28.⁴⁴

Achievements against IFAD12 commitments and action plan KPIs

11. **Performance on gender at design has been strong and increasing.** In IFAD11, the Fund exceeded its target of gender transformative ambitions at design (41 per cent against a target of 25 per cent). For IFAD 12, the Fund reports 51 per cent as of December 2024 against a target of 35 per cent.
12. **Implementation performance has remained steady,** with 87.5 per cent of projects rated moderately satisfactory or better (4+), just below the 90 per cent target, and only 12.5 per cent rated satisfactory or better (5+), well below the 60 per cent target, which was set as an aspirational benchmark and has repeatedly proven challenging to meet.

2024 Highlights

13. **IFAD performed relatively well on its programmatic GEWE performance targets, particularly at design.** IFAD12 (2022-2024) committed to ensuring that 35% of its projects qualified as gender transformative at design and 60% of projects assessed as fully gender mainstreamed or transformative (rating 5 +) at completion. By the end of the IFAD12 replenishment cycle, the percentage of gender transformative projects at design reached 51%, surpassing the expected target.

14. **In its annual UNSWAP reporting for 2024, IFAD met or exceeded each of the 16 indicators against which it reports.** In addition, IFAD scored higher (59%) than the overall UN System score (35%) and other reporting Funds and Programs (43%) for Indicators Exceeding Requirements (figure 3). IFAD exceeded performance on 10 out of 17 reporting indicators and met the targets on 6, with one indicator marked as not applicable (figure 4). This performance highlights IFAD's strong commitment to gender equality and women's empowerment.

Figure 3: Comparative Analysis of UNSWAP indicators between IFAD, the Overall UN System and Funds and Programmes. (2024)

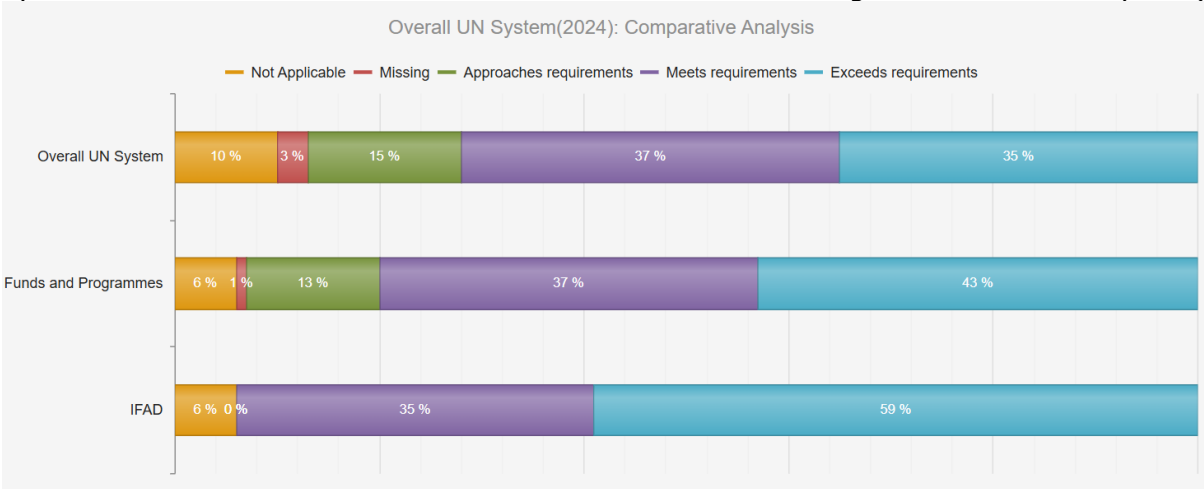
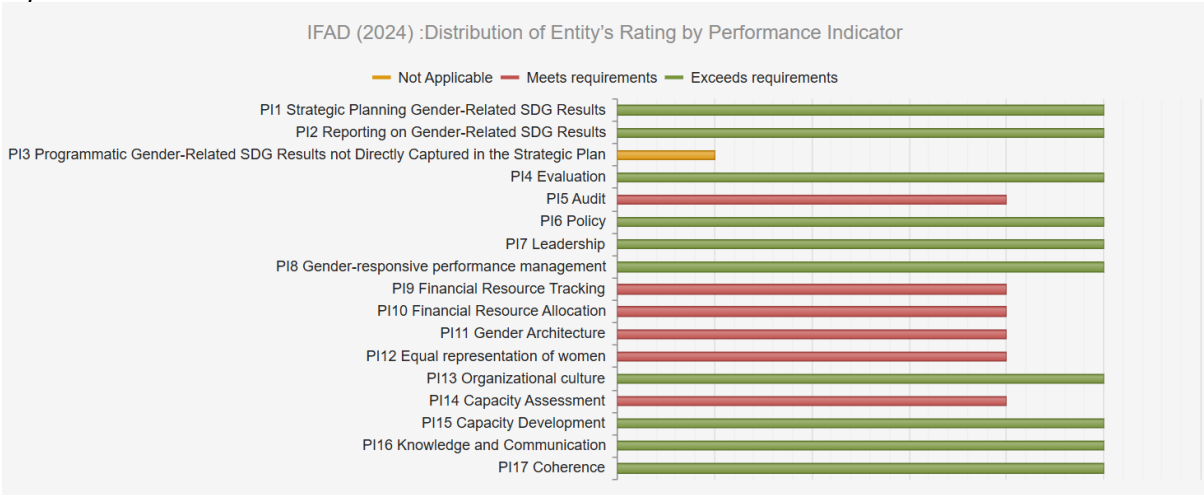


Figure 4: Distribution of IFAD's Rating by Performance Indicator for the 2024 UNSWAP report.



15. **In 2024, IFAD played a strategic and active role in global policy processes, particularly at CFS 52.** The Fund contributed to CFS's strategic direction, policy development, and key workstreams on inequalities, collaborative governance, and uptake of policy products. IFAD provided technical input, co-organized high-level side events—including on the CFS Voluntary Guidelines on Gender Equality—and ensured strong representation in plenary. Support included financial contributions, a seconded staff member, and logistical assistance. IFAD also promoted rural transformation, inclusive investment, and gender equality by actively disseminating and applying CFS products across its programmes.

Challenges

16. Despite significant improvements in gender integration at design, sustaining these ambitions during implementation remains difficult. Most agriculture ministries,

IFAD's main implementing partners, lack the capacity to operationalize gender strategies, and this gap extends to project management units (PMUs). Staff shortages, weak institutional support, and insufficient resources often constrain implementation.

17. The COVID-19 pandemic intensified these constraints. Between 2020 and 2022, technical support and supervision were mostly remote. For GEWE, which relies on field visits and consultation, this severely disrupted both implementation and monitoring. Women faced heightened care burdens, economic hardship, GBV, and reduced access to services—further limiting their participation. Projects closing between 2022 and 2024 were hardest hit, helping explain the drop in ratings from IFAD11 to IFAD12.
18. Measuring gender outcomes remains a major challenge. Most M&E systems collect sex-disaggregated data only on outreach, making it difficult to assess results on empowerment, decision-making, or workload reduction. Tools like pro-WEAI are underused. Remote supervision and lack of feedback loops compromised the quality of operational guidance and performance reporting.
19. Structural inconsistencies also persist. GEWE ratings are applied uniformly across projects, regardless of whether they were designed to be gender-transformative. This skews assessments and limits learning. Ratings of 6 are rare and poorly differentiated from 5, and corporate guidance remains insufficiently adapted to project stages. Limited government ownership further undermines progress, with IFAD teams often needing to advocate for gender outcomes amid weak enabling environments.

Key lessons

20. Strong GEWE results are tied to government ownership, long-term support, and resourced action plans. Economic arguments for GEWE can help secure buy-in. The IOE evaluation confirms that scalable GEWE interventions are underpinned by local commitment.
21. Projects with early integration of gender expertise and targeted plans perform better.
22. Projects rated 3 often lacked strategy or suffered early closure (e.g. Liberia, Congo, Benin); projects rated 4 performed well on economic empowerment but fell short on voice, norms, and decision-making.
23. Documentation was inconsistent in cases like OPELIP (India) and KIIWP (Rwanda). However, innovative models emerged: PRODEFI in Burundi supported GBV survivors with integrated services, and LMRP in Sudan delivered effective GEWE outcomes despite fragility.
24. Regionally, WCA saw a drop in 4+ ratings (92 to 70 per cent) but an increase in 5+ ratings (38 to 50 per cent). APR declined from 91 to 75 per cent due to weak M&E and under-documented results. ESA dropped from 89 to 79 per cent, reflecting unfamiliarity with GEWE tools and poor norm tracking. LAC remained stable with strong technical support, while NEN improved in 4+ ratings but saw reduced 5+ scores, linked to weak GEWE integration at design.

Actions required to enhance/improve future performance

25. Develop clear guidance and training tools to strengthen gender capacity across IFAD staff, government counterparts, and PMUs. Establish a vetted roster of gender consultants and embed gender expertise in supervision missions. Provide tailored support to PMUs to design, resource, and monitor gender action plans.
26. Strengthen metrics to track GEWE outcomes beyond participation, including empowerment, norm change, and voice. In fragile contexts, apply adapted GEWE guidance and integrate safeguards for vulnerable populations.
27. Invest in supervision quality: ensure gender specialists are systematically involved in missions and that M&E systems can track change across IFAD's Strategic Objectives. Align technical assistance and implementation support with project-specific GEWE pathways.

IFAD13 outlook

28. IFAD will continue to strengthen GEWE programming in line with the corporate evaluation recommendations, update its Gender Action Plan, and deepen partnerships. Capacity building support for PMUs will be prioritized, supported by a roster of validated gender consultants. Gender investment cases will be developed to mobilize long-term financing, leveraging global platforms such as Beijing+30, CSW69, and COP30.

D. YOUTH

International context

1. **Eighty-five per cent of the world's 1.2 billion young people aged 15– 24 live in developing countries, mostly in rural areas.** By 2030, a seven per cent rise is projected in the youth population. In rural areas, the challenges for young people are particularly complex. Constraints on access to land, natural resources, finance and markets, services, technology, knowledge, information and education are the main challenges faced by rural youth. Too often, they resort to migration, either to urban areas or overseas. At the same time, young people, on average, are more agile, educated, innovative, and generally tend to have stronger aspirations for work that benefits society and environmental sustainability. These skills will be critical for reforming food systems and adapting to the global challenge of climate change. With the right support, young people can take the lead in modernizing rural areas, and in the transformation of agriculture and food systems. The potential returns of investing in young people are boundless for food security, poverty reduction and employment, as well as peace and political stability.

Strategic orientation

2. Guided by its first Rural Youth Action Plan (2019) and the updated Targeting policy (2023), IFAD supports governments to make tailored investments that empower rural youth to pursue remunerative livelihoods and employment opportunities in on/off and non-farm enterprises in rural areas. IFAD adopts a “3E” approach which includes:
 - a. **Employment:** Giving rural youth access to decent employment opportunities.
 - b. **Entrepreneurship:** Fostering youth-led start-ups and accelerating the growth of existing youth-led businesses.
 - c. **Empowerment:** Enabling young women and men to participate in decision-making at the local, national and global level.
3. In 2024, in preparing IFAD’s new Rural Youth Action Plan (an IFAD13 commitment) a stocktaking of IFAD’s youth-sensitive portfolio was conducted to identify strengths, gaps, and scalable practices, alongside a benchmarking exercise that assessed IFAD’s positioning relative to other development actors. In parallel, extensive consultations with internal and external stakeholders—including youth organizations, implementing partners, and country teams—helped draw key lessons and refine strategic priorities. These efforts have laid a strong foundation for a revitalized Rural Youth Action Plan that is evidence-based, inclusive, and well-positioned to deliver transformative results for rural youth starting in 2025.
4. Two strategic initiatives for IFAD’s future work on youth include the Rural Youth Alliances and the Agribusiness Hubs Programme.
 - **Rural Youth Alliances:** The Rural Youth Alliances (RYAs) were piloted in four countries (Colombia, Morocco, Rwanda, and Senegal) by IFAD as platforms to strengthen rural youth organizations’ capacities and their engagement in IFAD’s operations and local to global policy dialogues. In line with IFAD13 commitments, the RYAs initiative is now set to expand to an additional three to five countries, building on lessons from the pilot phase to strengthen youth engagement across the portfolio.
 - **Agribusiness Hub Programme:** Launched in 2019, the Programme is IFAD’s flagship youth initiative focused on improving rural youth employment and entrepreneurship in the agribusiness sector. Operating in nine African countries, the Programme combines market-relevant training, job placement, and business development support, facilitated through public-private partnerships. Programme targets have been exceeded, with the creation of

over 42,000 jobs and 8,000 businesses. As the Programme's first phase ends in 2025, resource mobilization efforts are underway for a Scale-up phase to continue expanding its outreach and impact.

Partnerships and policy engagement

5. In the context of developing the new Rural Youth Action Plan IFAD participated in and supported the participation of rural youth in several regional and global youth events, including: Global Conference on Decent Jobs for Youth (Kigali, May 2024); Africa Food System Forum (Rwanda, September 2024); G7 Agri Hackathon (Italy, September 2024); World Food Forum (Italy, October 2024); Asia-Pacific Youth Development Forum (Bangkok, October 2024); Regional Conference on Youth in the Middle East (Jordan, October 2024); CBD COP16 (Colombia, Nov 2024); GDPRD Thematic Working Group on Youth (Italy, November 2024).
6. Other key initiatives in 2024 include:
 - **Expanding engagement with partners in the Decent Work for Equitable Food Systems Coalition.** IFAD strengthened its partnerships with the ILO and CARE to raise awareness on decent work issues in agri-food systems. At the 2024 meeting of the Committee on World Food Security (CFS), IFAD co-organized a plenary session focused on "Promoting Decent Work in Food Systems and Agriculture". Through the Coalition, IFAD supports various initiatives, sharing relevant tools and good practices, providing technical support in integrating decent work issues in sector-specific policies.
 - **CSO consultation in preparation of IFAD's new Strategic Framework.** In November 2024, IFAD organised a CSO consultation on the new IFAD Strategic Framework 2025-2031 bringing together youth representatives from global youth organizations (e.g. YPARD, YOUNGO, Global Youth Biodiversity Network) and RYAs, alongside farmers organisations and Indigenous Peoples to share priorities, experiences and recommendations for IFA to further strengthen the strategic framework in line with their priorities.
 - **Capacity building for Rural Youth Alliances.** In 2024, two microgrants were implemented through the RYAs. In Colombia, the grant supported activities that elevate youth voices in rural development processes and policies. In Senegal, it supported efforts to institutionalize youth consultations with public authorities on rural development laws.
 - As part of its policy engagement efforts, ECG developed a youth-sensitive **business case for investing in rural youth**. This tool is designed to be adaptable across diverse country contexts and serves to strengthen evidence-based advocacy for integrating youth-focused components in IFAD-supported projects. The business case aims to clearly articulate the "returns on investment" of youth inclusion, equipping IFAD to more effectively engage with governments and stakeholders—particularly in L/U/MIC countries—on the benefit of borrowing for socially inclusive initiatives.

Achievements against IFAD12 commitments and action plan KPIs

7. **COSOPs and project design:** 100 per cent of new COSOPs and CSNs included rural youth as a priority target group. A target of 60 per cent was set for the share of youth sensitive projects across the IFAD12 portfolio. In 2024, 29 out of 38 projects or 75% of projects designed were youth sensitive. This brings the overall IFAD 12 Y-S project designs to 65 out of 95 projects (70 per cent) well above target. Geographical breakdown of projects includes LAC 16 (76 per cent), NEN 8 (88 per cent), WCA 11 (68 per cent), APR 10 (45 per cent), ESA 20 (76 per cent). This lifts IFAD active youth-sensitive portfolio to an overall outreach target to more than 11 million young people.

8. **Guidance and reporting.** In 2024, two guidance notes were prepared to support programme teams in delivering youth-sensitive projects. One of the guidance notes centres on “designing Youth-sensitive” projects while the other is a how-to-do note on “integrating the agribusiness hubs ecosystem model for rural youth wage and self-employment” in IFAD operations.
23. **Two key knowledge products and a video series were produced in 2024.** The first was an in-focus stocktake on the Rural Youth Alliances pilot in four countries. The second was a policy brief, *“Elevating the Potential of Rural Youth: Paths to Decent Jobs and Sustainable Futures,”* developed in collaboration with the ILO. In addition, three videos showcasing results from the Agribusiness Hubs programme in Cameroon, Nigeria, Malawi, and Madagascar were produced.
24. **Tracking youth employment in IFAD’s portfolio:** In 2024, IFAD’s portfolio reached a total of 69 projects that are monitoring youth employment outcomes through Core Outcome Indicator 2.2.1 “Number of beneficiaries with new jobs/employment opportunities”. This brings the total number of jobs targeted for youth to more than 550,000.
9. **Learning and knowledge events.** A ‘learning and reflection forum’ was held in Kigali to assess performance the of the Agribusiness Hub Programme and facilitate cross-learning between various implementing partners.

Challenges

10. Clarifying and simplifying how job creation is measured could encourage greater government ownership of Core Outcome Indicator 2.2.1 (“Number of beneficiaries with new jobs/employment opportunities”). Some countries are hesitant to commit to this indicator, as it does not fully capture the reality of rural labour markets, where underemployment is more common than unemployment.
11. Limited technical capacity in design and implementation remains a challenge. Project teams need better access to data, good practices, and guidance on integrating youth employment and empowerment into project design and implementation. Stronger feedback mechanisms would also improve youth engagement throughout the project cycle.

Key lessons

12. **Align with country-specific priorities:** Appropriate employment strategies must be tailored to the specific local contexts and government priorities. Intervention strategies should be developed in close coordination with governments, with a focus on identifying agri-food employment prospects that offer meaningful opportunities for rural youth.
13. **Strong country and PMU ownership is critical for the success of RYAs.** The RYA pilots showed that embedding alliances within IFAD-financed projects strengthens their sustainability and influence, especially when supported with strategic communication activities. Alliances like those in Colombia and Senegal benefited from increased visibility and in turn were more successful in resource mobilization.

Actions being taken to enhance performance

25. **Measuring youth-sensitive performance.** In 2024, work commenced on the development of a protocol to assess youth-sensitivity across IFAD-supported projects. The protocol incorporates key elements such as outreach performance, proxy indicators for social inclusion, and relevant logframe indicators to provide a structured and measurable approach. Looking ahead to 2025, the protocol is expected to integrate artificial intelligence to enhance the precision and depth of analysis, enabling more targeted insights and data-driven decision-making for youth-focused interventions.

14. **Measuring employment outcomes.** Options for improving the measurement of employment outcomes generated by IFAD-supported projects are being assessed to ensure that progress on youth-related outcomes is more accurately captured and communicated.
15. **Improving youth sensitivity in 'project implementation':** In 2025, a guidance note on implementation of youth-sensitive projects will be developed. It will target specific phases of implementation (start-up, ISM, MTR and SVMs) and provide practical, field-oriented tools and recommendations to help country teams, project implementers, and partners design and deliver interventions that respond to the specific needs, challenges, and aspirations of rural youth. It will draw on lessons learned from IFAD's existing youth-focused portfolio, stakeholder consultations, and best practices across regions.

IFAD13 outlook

16. In line with IFAD13 commitments, IFAD's new Rural Youth Action Plan will be adopted, ensuring IFAD is well-positioned to deliver transformative results for rural youth. The RYAs will also be expanded to an additional three to five countries. Additionally, a Scale-up phase of the Agribusiness Hubs Programme will be launched (subject to mobilization of adequate resources), building on successes of the first phase and key improvements to substantially expand the Programme's outreach and impact.

E. INDIGENOUS PEOPLES

International context

1. **Globally, Indigenous Peoples face significant challenges that stem from a history of discrimination, dispossession of their lands, and marginalization.** Representing about 6 per cent of the global population, they account for nearly 19 per cent of the extreme poor²⁵, with life expectancies that are up to 20 years lower than those of non-Indigenous populations²⁶. Their unique cultures, languages, and knowledge systems, particularly in relation to environmental stewardship and sustainable practices, are under threat due to inadequate recognition and protection of their lands and resources.
2. **In response, IFAD considers Indigenous Peoples as a priority target group and is committed to empower them by supporting their right to self-determination.** IFAD's approach includes fostering systematic dialogue and partnership through the Indigenous Peoples' Forum at IFAD (IPFI), financing grassroots projects through the Indigenous Peoples Assistance Facility (IPAF), engaging in policy dialogue, and ensuring the Free, Prior and Informed Consent (FPIC) in project design and implementation, including through the participation of Indigenous experts. By fostering collaboration, valuing cultural diversity, and tailoring interventions, IFAD aims to improve development effectiveness in engaging with Indigenous Peoples.
3. **Recent international efforts have seen growing momentum in channelling climate and development finance directly to Indigenous Peoples.** Notably, the Forest Tenure Funders Group has pledged USD 1.7 billion (2021–2025) to support forest guardianship by Indigenous Peoples and local communities, with progress highlighted in its latest annual report. The report underscores improvements in disbursing funds more equitably and in supporting the development of Indigenous Peoples-led financial mechanisms that enhance autonomy and long-term impact.

Strategic orientation

4. **In 2024, IFAD further strengthened its engagement with Indigenous Peoples through its country programmes, continued support to the IPFI and the IPAF, and strategic partnerships. The Synthesis of Deliberations and the regional action plans agreed upon during the sixth IPFI global meeting in 2023 served as key strategic orientation elements.** In alignment with the updated Policy on Engagement with Indigenous Peoples and with SECAP, FPIC is mandated before initiating any activities in territories home to Indigenous Peoples and used as an instrument to co-design solutions. IFAD continued to incorporate Indigenous Peoples' perspectives and to involve their representatives in the design and implementation of new relevant projects and COSOPs. IFAD also continued to hire Indigenous experts in project design and implementation (in Cameroon, Kenya and Bolivia in 2024) through a pilot approach funded by the Swedish International Development Cooperation Agency (Sida) supplementary funds.

Example of partnerships and cooperation

5. A key milestone was the enhanced participation of IPFI Steering Committee members in IFAD governance processes, including their role as observers in the Executive Board for which in 2024 a specific procedure has been put in place, and

²⁵ International Labour Organization (ILO), *Implementing the ILO Indigenous and Tribal Peoples Convention No. 169: Towards an inclusive, sustainable and just future*, 2020.

²⁶ United Nations Department of Economic and Social Affairs (UN DESA), *State of the World's Indigenous Peoples*, Volume V, 2021.

their engagement in consultations related to the design of IFAD's new Strategic Framework (2025–2030).

6. In preparation for the IPFI Seventh global meeting in February 2025, 12 regional and subregional consultation meetings were held in Africa, Asia, Latin America and the Caribbean, and the Pacific between August and November 2024. The meetings were organized by regional Indigenous Peoples' Organisations in collaboration with IFAD country offices, IFAD staff and the IPFI Steering Committee and brought together over 450 participants from more than 70 countries.
7. IFAD also continued to mobilize climate finance through Indigenous Peoples-led mechanisms, including the implementation of the sixth cycle of the IPAF, and increased efforts to facilitate direct access to funding. Initiatives were supported by partners such as Norad, through a USD 2.9 million agreement to strengthen Indigenous Peoples' organizations in Africa, while complementing IFAD's engagement in international dialogues on the transparency and accountability of funding flows to Indigenous Peoples. IFAD also maintained its long-standing collaboration with Slow Food, providing additional support to Indigenous youth and women in protecting and promoting their communities' food heritage, through the allocation of a small grant of USD 250,000.
8. In September 2024, an IPAF Workshop took place in Turin in conjunction with the Terra Madre event of Slow Food and resulted into: (i) shared lessons and experiences in the implementation of the IPAF among IPAF partners; (ii) identification of strategic directions for the future of the IPAF; and (iii) strengthened IPAF network and partnership with Slow Food.

Achievements against IFAD12 commitments and action plan KPIs

9. **Ensure that at least 10 new projects include Indigenous Peoples as a priority target group:** the targets for IFAD12 have been met and surpassed, with 14 projects that include Indigenous Peoples as a priority target group approved²⁷, compared to the 10 initially planned.
10. **Replenish the IPAF including through mobilization of additional resources from other partners:** in 2023, IFAD allocated USD 2.5 million from regular grants to complement Sida's contribution. USD 2.9 million were mobilised from Norad to contribute to capacity strengthening of IPs organisations in Africa and to the seventh IPAF cycle. Additionally, USD 400,000 was mobilized from ASAP+ to pilot a climate adaptation-focused approach. The sixth IPAF cycle (2023–2026) funds 53 projects aimed at advancing Indigenous Peoples' conservation and sustainable biodiversity management for climate adaptation and resilience. These projects began implementation in 2024 with the support of regional implementing partners – Foro Internacional de Mujeres Indígenas (FIMI); Indigenous Peoples' International Centre for Policy Research and Education (Tebtebba); and Samburu Women Trust (SWT) – that organized regional start up workshops as key platforms to engage with IPAF implementing partners at all levels, refine implementation strategies, and ensure alignment with the priorities of Indigenous Peoples in their respective regions.

Highlights

11. **The IPFI continues to serve as the cornerstone of IFAD's engagement with Indigenous Peoples.** The preparation for the seventh global meeting in 2025 included regional consultations that offered a platform for dialogue on self-

²⁷ The 14 projects including Indigenous Peoples as a priority target group approved in IFAD12 are: Bolivia – AGROSUSTENTAR; Brazil – PROCASE II, Paulo Freire Project II, PDHC III, PAGES; Colombia – Rurality for Life; El Salvador – Rural Adelante 2.0; India – OPELIP II; Lao PDR – AFN II; Philippines – VISTA; Solomon Islands – AIMN_SLB; The Democratic Republic of the Congo – AVENIR; Vanuatu – AIMN_VUT; Viet Nam – RECAF.

determined development, food sovereignty, and climate resilience as well as for strengthened collaboration with the IFAD country teams.

12. **Through IPAF small grants, IFAD has continued to promote Indigenous Peoples-led solutions by supporting projects designed and implemented by Indigenous Peoples and their organizations.** These efforts have positioned IFAD in the global discussion on enhancing direct access to finance to Indigenous Peoples and their organisations, and the Fund has been invited to contribute to high-level dialogues on the quality and transparency of climate finance, including events linked to the Paris Roadmap and initiatives led by Charapa and the Global Alliance of Territorial Communities with the engagement of the Forest Tenure Funders Group.
13. **IFAD remains an active member of the Coalition on Indigenous Peoples' Food Systems.** This partnership is closely aligned with IFAD's priorities and enables collaboration at the global and national levels to promote the central role of Indigenous Peoples in biodiversity, nutrition, and sustainable food systems. In 2024, IFAD hosted the Gathering on Indigenous Peoples' Food Systems, a high-level event where, among other, the results of a study highlighting the contributions of Indigenous Peoples' Food Systems to biodiversity, nutrition, and climate resilience were presented.
14. IFAD, through its participation in the Inter-Agency Support Group's Working Group on SWAP indicators, contributed actively to the development of indicators to monitor the rights and well-being of Indigenous Peoples.
15. IFAD played an active role in the 23rd session of the United Nations Permanent Forum on Indigenous Issues, intervening in plenary sessions and in the closed dialogue with the United Nations agencies, and co-organizing side events with relevant partners focusing mainly on the topics of: food systems, land tenure, youth engagement and socioeconomic development through entrepreneurship and creative industries.

Challenges

16. Ensuring sustained support for the IPAF and the IPFI process will require continued resource mobilization, including from external partners. IFAD will explore options to diversify and secure funding for these initiatives to maintain momentum and long-term engagement.
17. As engagement with Indigenous Peoples continues to expand across the portfolio, there is scope to strengthen technical support at regional and country levels. IFAD will consider ways to improve coordination, ensuring consistent and responsive delivery aligned with the updated Policy on Engagement with Indigenous Peoples.
18. Establishing structured consultation mechanisms with Indigenous Peoples at the country level remained challenging due to limited staff time, fragmented processes, and the absence of dedicated coordination mechanisms in many contexts, despite being a clear priority identified by the IPFI.

Key lessons

19. The Fund is increasingly applying FPIC as a tool for co-creating investments and country strategies, including through the recruitment of Indigenous experts. This approach is improving ownership and integration of Indigenous Peoples' knowledge and needs to be sustained.
20. Engagement with Indigenous Peoples from the very early stages of project and country strategy design results in more relevant inputs and better designed interventions. This piloted process of engagement needs to be further strengthened and streamlined through enhanced collaboration at the country level.

21. The active involvement of members of the IPFI Steering Committee, including their participation in IFAD governance (e.g., Executive Board, new Strategic Framework consultations), has been crucial in institutionalizing Indigenous Peoples' voices within IFAD structures. Continued support is needed to further improve this process.

Actions required to enhance/improve performance

22. Enhance monitoring systems to effectively track Indigenous Peoples-related commitments and results, improving strategic planning and operational support.

IFAD13 outlook

23. The 14 Indigenous Peoples-prioritizing projects approved under IFAD12 will continue to be monitored and supported throughout implementation. Strengthening the capacity of IFAD staff and implementing partners remains critical to ensuring effective design and delivery.
24. The corporate targets related to the Fund's engagement with Indigenous Peoples under IFAD13 are as follows:
- Continue support to the corporate processes for the three civil society partnerships: the Indigenous Peoples' Forum at IFAD, Farmers' Forum and Grassroots Youth Alliance.
 - Ensure that farmers' organizations, Indigenous Peoples and youth are consulted in the development of relevant strategies and operational policies, and explore further options to ensure due participation of all relevant rights holders and stakeholders in relevant processes, with a specific focus on persons or groups that may face additional barriers for participation. This should build on IFAD's Social, Environmental and Climate Assessment Procedures, and existing coordination mechanisms and consultative processes, and respect IFAD's official governance structures and processes.
 - Ensure that at least 10 new projects include Indigenous Peoples as a priority target group.
 - Replenish the Indigenous Peoples Assistance Facility, including through mobilization of additional resources from other partners.

F. DISABILITY INCLUSION

International context

1. **An estimated 1.3 billion people globally (16 per cent of the world's population) live with a significant disability, with nearly 80 per cent residing in low- and middle-income countries.** Despite their numbers, persons with disabilities continue to face systemic exclusion and discrimination, limiting their access to fundamental rights and opportunities. In rural areas, these barriers are compounded by inadequate infrastructure, limited access to skills development, a lack of assistive tools and technologies, and persistent stigma. Such challenges restrict their participation in agrifood systems and access to economic opportunities, deepening their vulnerability to poverty and food insecurity.
2. **In response to this persistent inequality, IFAD identifies persons with disabilities as a key target group for its projects and programmes.** IFAD recognizes that when structural barriers are removed and equal opportunities are ensured, persons with disabilities can thrive as economic actors and contribute meaningfully to the well-being of rural households and communities. Guided by the principle of "nothing about us, without us," IFAD's disability-inclusive approach emphasizes consultation with farmers with diverse impairments and promotes socio-economic empowerment through enhanced access to opportunities, services, and participation in rural organizations.

Strategic orientation

3. **IFAD's work on disability inclusion is guided by its dedicated Strategy, approved in December 2022** and covering a 5-year implementation period. Globally, the Strategy is aligned with the Agenda 2030 for Sustainable Development, the UNDIS and the Convention on the Rights of Persons with Disabilities. Internally, the Strategy is aligned and supported by the IFAD Targeting Policy and the Strategy on Diversity, Equity and Inclusion. The Strategy provides a solid foundation for promoting disability inclusion throughout all pillars of IFAD's work. It is articulated around four main action areas: (i) Leadership, strategic planning and management; (ii) Inclusiveness; (iii) Programming and (iv) Organizational Culture. The implementation of the Strategy is based on 3 overarching pillars: (i) the adoption of twin-track approach (combining a mainstreaming approach with targeted interventions; (ii) an intersectional approach; and (iii) a strong focus on partnerships.

Partnerships and cooperation

4. **IFAD's work on disability inclusion benefits from the collaboration with several partners with solid expertise in this area of work.** A fundamental collaboration has been established and maintained with the consortium responsible for the implementation of the IFAD-funded grant "Sparkling Disability-inclusive Rural Transformation" (SPARK), which includes Light for the World, the International Labour Organisation and PROCASUR Cooperation. This collaboration goes beyond the implementation of the grant and facilitates other important functions, including advocacy, capacity development and policy engagement. To support the implementation of the Strategy, IFAD cooperates with other UN agencies, such as the World Food Programme and the Food and Agriculture Organization and actively participates in the Global Action on Disability (GLAD) Network. In the context of projects, IFAD has established collaboration with local and national Organisations of Persons with Disabilities, which have been instrumental partners in promoting the visibility and engagement of rural persons with disabilities.

Highlights

5. IFAD12 targets for disability inclusion have been met, with 7 new projects explicitly prioritizing persons with disabilities now under implementation in Ethiopia, Madagascar, Democratic Republic of Congo, Mali, Ecuador, Brazil, and Colombia. These projects mainstream disability inclusion in line with IFAD's requirements. An additional 35 ongoing IFAD-supported projects identify persons with disabilities as a specific target group, bringing the total to 42 projects working on disability inclusion (21.8 per cent of the 192 active projects in IFAD's portfolio).
6. The SPARK grant exceeded expectations, reaching 63,050 farmers with disabilities (35,707 women and 27,343 men) through eight IFAD-supported projects in Burkina Faso, India, Malawi, and Mozambique. Concluded in September 2024, SPARK served as a platform to test and validate disability-inclusive approaches, while enhancing awareness and capacity at multiple levels (IFAD and project staff, government counterparts and implementing partners). SPARK also supported the establishment of an internal HelpDesk on disability inclusion and facilitated immersive learning opportunities, including Learning Routes, extending its impact beyond the target countries.
7. IFAD improved its performance under the UNDIS reporting framework, meeting or exceeding 11 out of 16 indicators in 2024. While further efforts are needed in specific areas, the overall trend reflects growing institutional commitment and provides a solid foundation for scaling up disability inclusion across IFAD's work.

Challenges and Key lessons

8. As disability inclusion is still a relatively new focus for IFAD, additional efforts are needed to build awareness and capacity among staff and project teams, ensuring meaningful integration of disability inclusion concerns not only at design, but throughout the project cycle.
9. Project reviews indicate that identifying persons with disabilities as a target group does not always translate into clear targeting and disability inclusion strategies, adoption of disability-inclusive approaches, or engagement with disability-specific expertise—potentially limiting both outreach and impact. The collection and use of disability-disaggregated data also remains limited, making it difficult to systematically monitor progress at the corporate level.
10. A lack of dedicated staff and financial resources continues to constrain disability mainstreaming. Currently, oversight of this technical areas is managed by a Senior Technical Specialist on Gender and Social Inclusion, who also serves as IFAD's focal point on disability inclusion.
11. The experience with SPARK demonstrated the value of having a dedicated grant to implement targeted interventions and pilot innovative disability-inclusive tools while building awareness and capacities of local communities and implementing partners. Building on SPARK's positive results, IFAD has started to explore options for mobilizing additional resources to consolidate and scale up inclusive approaches in new projects and regions.

Actions required to enhance/improve performance

12. Expand capacity development opportunities on disability-inclusive programming for IFAD staff, project teams, government counterparts, and implementing partners.
13. Develop targeted guidance materials and practical tools to support the design and implementation of inclusive projects.
14. Allocate adequate staff and financial resources to provide technical support, aligned with IFAD13's commitment to design at least five new inclusive projects.

15. Strengthen monitoring systems to enable more systematic collection of disability-disaggregated data and improve results tracking.

IFAD13 outlook

16. The seven disability-inclusive projects approved under IFAD12 will be closely monitored and supported during implementation, while technical assistance will be provided to design at least five new projects under IFAD13.
17. The mid-term review of the Disability Inclusion Strategy, scheduled for presentation to the Executive Board in 2025, will offer an opportunity to assess progress, identify gaps, and refine strategic direction for IFAD13.
26. Given the ongoing need to enhance capacities and solidify best practices and lessons learned, exploring the potential for mobilizing resources for dedicated interventions on disability inclusion will be prioritized.

Evidence-based products developed in 2024 related to mainstreaming themes

Knowledge products from prior years of IFAD12 are found in the corresponding years RIME.

Category	Title	Theme
Briefs	Indigenous Peoples' Food Systems: Lessons Learned from the SAMRIDDHI Rural Enterprises and Remittances Project in Nepal	Lessons from Indigenous Peoples' food systems in Nepal.
	IFAD13 Core Additional Climate Contributions: Enhancing IFAD's climate work	Rationale and structure of IFAD13 climate contributions.
	Highlights from the Crisis Response Initiative in Malawi	Outcomes from Malawi's Crisis Response Initiative.
	Developing Gender Transformative Approaches through Gender Analysis for Enhanced Women's Land and Resource Rights	Gender analysis for enhancing land/resource rights.
	Technical Brief: IFAD's response to tropical cyclone Freddy in Malawi	Impact analysis of Cyclone Freddy on Malawi's rural systems.
	Theory of change for gender transformative programming for food security, nutrition and sustainable agriculture	Outlines gender transformative programming for food systems.
	Securing Women's Resource Rights through Gender Transformative Approaches: Learning Exchange	Peer learning on securing women's resource rights.
	Securing Women's Resource Rights through Gender Transformative Approaches: A socio-legal review	Review of legal frameworks on women's land tenure.
	Note pratique: Mise en repos et régénération naturelle assistée (RNA)	Note on restoring degraded rangelands in Djibouti through assisted regeneration and sustainable management.
Guidelines	Step-by-step guide to integrating a gender transformative approach throughout the project cycle	Step-by-step guide for applying GTA in projects.
	Guidelines for measuring gender transformative change in the context of food security, nutrition and sustainable agriculture	Guidelines for designing and evaluating GTA interventions.

	A Practical Guide for Including Agricultural Methane Emission Reduction Targets in Nationally Determined Contributions	Guide to integrating methane targets in national plans.
Reports	Djibouti: Programme to Reduce Vulnerability in Coastal Fishing Areas	Multisector adaptation programme in coastal Djibouti.
	Mali: Fostering Agricultural Productivity Project	Renewable energy and biogas systems for rural Mali.
	Mozambique: Pro-Poor Value Chain Development in the Maputo and Limpopo Corridors	Climate-smart innovations in Mozambique value chains.
	Sudan: Butana Integrated Rural Development Project	Governance framework for resource conflict reduction.
	The Gambia: National Agricultural Land and Water Management Development Project	Innovation in irrigation, markets, and agroforestry in Gambia.
	Case Study: Project to Strengthen Resilience of Rural Communities to Food and Nutrition Insecurity in Niger	Results of a resilience project in rural Niger.
	Climate Action Report 2024	Showcases climate and development case studies from IFAD.
	Lessons Learned from the Resilient Food Systems Programme	Insights from the Resilient Food Systems initiative.
	Lessons learned from IFAD's response to Cyclone Freddy in Malawi	Summary of lessons from IFAD's Cyclone Freddy response.
	Migrant remittances and diaspora finance for climate resilience	Overview of diaspora and remittance strategies for climate resilience.
	Remittances for climate change adaptation in Mali	Use of remittances to support climate adaptation in Mali.
	Community-based seed-revolving mechanisms in Kyrgyzstan	Overview of Kyrgyzstan's community seed fund model for disaster-affected mountain farmers.
	Investing in Livestock for Improved and Resilient Livelihoods, Nutrition and Climate Action	Position paper with five recommendations for climate-smart livestock investments that support livelihoods and reduce emissions.
	IFAD, 2024, Indigenous Peoples' Food Systems: Lessons Learned from the SAMRIDDHI Rural Enterprises and Remittances Project in Nepal	Brief on lessons from Nepal's SAMRIDDHI Project and Indigenous Peoples food systems.

	Walking the Walk: Reducing Methane Emissions from Agrifood Systems	Scalable solutions for reducing methane from food systems.
	A Decade of Innovation: Achievements and Opportunities in Climate Adaptation Finance	ASAP's achievements and lessons in climate adaptation.
	Mapping affordable and transferrable climate-smart technologies for smallholder farmers	Mapping climate-smart tech for smallholder challenges.
	Strengthening agroforestry in rural investments: Lessons learned and best practices from IFAD operations	Insights into agroforestry's role in climate resilience.
	Securing Women's Resource Rights through Gender Transformative Approaches: A socio-legal review	Review of legal frameworks on women's land tenure.
	Integrating nutrition into IFAD's investments in the Pacific	Review of nutrition-sensitive investments in the Pacific.
	Diagnóstico de normas de género en la agricultura familiar y campesina - Un estudio piloto en dos provincias del Ecuador	Technical paper providing a summary of a pilot diagnostic study conducted by FAO, IFAD and WFP in two provinces of Ecuador.
	Diagnostic of gender and age norms in financial inclusion - A pilot study in five districts of Malawi	This report presents an investigation into how social norms impact rural women's and youth's ability to access and use formal financial products and services in Malawi.
Other Communications	Pathways to inclusion: Lessons and strategies for Disability-Inclusive Rural Transformation	Insights from the 2024 SPARK Learning Route in Malawi
	Storybook: The Year the Cold Didn't Come	Climate change-themed storybook.
	Photobook: South Sudan Empowering women, building a resilient future	Highlights IFAD's impact on South Sudanese women and communities.
	Operations Academy: ICT4D in Agriculture - Natural Resource Management, Biodiversity and Climate Adaptation	This advanced course builds on the ' Fundamentals of ICT4D in Agriculture ' course to further IFAD staff's understandings of key principles and approaches to integrate digital solutions into IFAD's work.
	Empowering Persons with Disabilities in Agriculture	Video highlighting the key moments from this 2024 SPARK Learning Route in Malawi.

	Malawi 202312 Gender Learning Route	Video highlighting the key moments from this 2023 SPARK Learning Route in Malawi.
	How rural Maharashtra is challenging gender norms & building climate resilience	Overview video from IFAD's Gender Transformative Mechanism (GTM)
	Feeding the future: Empowering women through the JP RWEE	Overview video from the Joint Programme on Rural Women's Economic Empowerment (JP RWEE)
External Collaborations	Sustainable Asset Valuation of Nature-Based Infrastructure in Eswatini	Report assesses the value of agroforestry, aiming to guide future project design and financing.
	NBI to Combat Water Scarcity in Kenya	Assesses how nature-based infrastructure (NBI) components contribute to protecting local communities against natural hazards and boost crop productivity.
	Nature-Based Solutions for Health	Overview of the IUCN–WHO report on how nature-based solutions can improve health outcomes and support climate, biodiversity, and resilience goals.
	Elevating the potential of rural youth: Paths to Decent Jobs and Sustainable Futures	Addresses the urgent need to create decent jobs for rural youth by examining both the demand and supply sides of the rural labour market